

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/10976]

**2 JUILLET 2013. — Loi portant assentiment à la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong le 15 mai 2009 (1)(2)(3)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** La Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong le 15 mai 2009, sortira son plein et entier effet.

**Art. 3.** Les modifications à l'Annexe de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong le 15 mai 2009, qui sont adoptées en application de l'article 18 de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong le 15 mai 2009, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères,  
D. REYNDEERS

Le vice-premier ministre et ministre de la Mer du Nord,  
J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Notes

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)):

Documents: 53-2733

Compte rendu intégral: 29/04/2013

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/la Région flamande du 13 novembre 2015 (*Moniteur belge* du 2 décembre 2015), Décret de la Région wallonne du 13 mars 2014 (*Moniteur belge* du 28 mars 2014), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 (*Moniteur belge* du 7 mai 2014).

(3) Liste des Etats liés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/10976]

**2 JULI 2013. — Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, gedaan te Hongkong op 15 mei 2009 (1)(2)(3)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, gedaan te Hongkong op 15 mei 2009, zal volkomen gevolg hebben.

**Art. 3.** De wijzigingen van de Bijlage van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, gedaan te Hongkong op 15 mei 2009, die met toepassing van artikel 18 van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, gedaan te Hongkong op 15 mei 2009, worden aangenomen, zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken,  
D. REYNDEERS

De vice-eersteminister en minister van de Noordzee,  
J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :

Stukken : 53-2733.

Integraal verslag : 29/04/2013.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 13 november 2015 (*Belgisch Staatsblad* van 2 december 2015), Decreet van het Waalse Gewest van 13 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 28 maart 2014), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 27 maart 2014 (*Belgisch Staatsblad* van 7 mei 2014).

(3) Lijst der gebonden staten

Liste des Etats liés

ETATS	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entree en vigueur
BELGIQUE		Adhésion	07/03/2016	
CONGO(REPUBLIQUE)		Adhésion	19/05/2014	
FRANKRIJK	19/11/2009	Ratification	02/07/2014	
ITALIË	02/08/2010			
NOORWEGEN		Adhésion	26/06/2013	
PAYS-BAS	21/04/2010			
PANAMA		Adhésion	19/09/2016	

ETATS	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entree en vigueur
SAINT KITTS EN NEVIS	27/08/2010			
TURKIJE	26/08/2010			

## Lijst der gebonden staten

STATEN	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BELGIË		Toetreding	07/03/2016	
CONGO(REPUBLIEK)		Toetreding	19/05/2014	
FRANKRIJK	19/11/2009	Bekrachtiging	02/07/2014	
ITALIË	02/08/2010			
NEDERLAND	21/04/2010			
NOORWEGEN		Toetreding	26/06/2013	
PANAMA		Toetreding	19/09/2016	
SAINT KITTS EN NEVIS	27/08/2010			
TURKIJE	26/08/2010			

## CONVENTION INTERNATIONALE DE HONG KONG

**pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires****LES PARTIES À LA PRÉSENTE CONVENTION,**

NOTANT les préoccupations croissantes à l'égard des questions de sécurité, de santé, d'environnement et de bien-être dans l'industrie du recyclage des navires,

RECONNAISSANT que le recyclage des navires contribue au développement durable et qu'en tant que tel, il constitue la meilleure solution pour les navires ayant atteint la fin de leur vie opérationnelle,

RAPPELANT la résolution A.962(23), adoptée par l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale (directives sur le recyclage des navires), les amendements à ces directives qui ont été adoptés par la résolution A.980(24), la décision VI/24 de la sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, qui a adopté les directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle du démantèlement intégral ou partiel des navires, et les principes directeurs approuvés par le Conseil d'administration du Bureau international du travail à sa 289<sup>e</sup> session (Sécurité et santé dans le secteur de la démolition de navires : principes directeurs pour les pays d'Asie et la Turquie),

RAPPELANT AUSSI la résolution A.981(24), par laquelle l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale invitait le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation à élaborer un instrument ayant force obligatoire sur le recyclage des navires,

NOTANT ÉGALEMENT le rôle que joue l'Organisation internationale du travail en protégeant la sécurité et la santé au travail des travailleurs participant au recyclage des navires,

NOTANT EN OUTRE le rôle que joue la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination en protégeant la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs qui peuvent résulter de ces déchets,

AYANT À L'ESPRIT l'approche de précaution énoncée au principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et mentionnée dans la résolution MEPC.67(37), que le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation a adoptée le 15 septembre 1995,

AYANT AUSSI À L'ESPRIT la nécessité de promouvoir le remplacement des matières potentiellement dangereuses utilisées dans la construction et l'entretien des navires par des matières moins potentiellement dangereuses ou, de préférence, des matières qui ne sont pas potentiellement dangereuses, sans compromettre la sécurité des navires, la sécurité et la santé des gens de mer et l'efficacité de l'exploitation des navires,

RÉSOLUES à remédier efficacement, dans un instrument ayant force obligatoire, aux risques pour l'environnement et pour la sécurité et la santé au travail qui sont liés au recyclage des navires, tout en prenant en considération les caractéristiques particulières du transport par mer et la nécessité de garantir le bon déroulement du retrait des navires qui ont atteint la fin de leur vie opérationnelle,

CONSIDÉRANT que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est d'adopter une convention internationale pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires,

**SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**

## Article premier

**Obligations générales**

1. Chaque Partie à la présente Convention s'engage à donner plein et entier effet à ses dispositions afin de prévenir, de limiter, de réduire au minimum et, dans la mesure où cela est possible dans la pratique, d'éliminer les accidents, lésions corporelles et autres effets dommageables du recyclage des navires sur la santé de l'homme et sur l'environnement et de renforcer la sécurité des navires, la protection de la santé de l'homme et de l'environnement pendant toute la vie opérationnelle d'un navire.
2. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme empêchant une Partie de prendre, individuellement ou conjointement avec d'autres Parties, des mesures plus rigoureuses conformes au droit international, en matière de recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, afin de prévenir, de limiter ou de réduire au minimum tout effet dommageable sur la santé de l'homme et sur l'environnement.
3. Les Parties s'efforcent de coopérer aux fins de garantir la mise en œuvre, le respect et la mise en application effectifs de la présente Convention.
4. Les Parties s'engagent à favoriser le développement continu de techniques et de pratiques qui contribuent au recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires.

5. L'Annexe à la présente Convention fait partie intégrante de celle-ci. Sauf disposition expresse contraire, toute référence à la présente Convention constitue en même temps une référence à son Annexe.

#### Article 2

##### Définitions

Aux fins de la présente Convention, sauf disposition expresse contraire :

1. « Convention » désigne la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009.
2. « Administration » désigne le gouvernement de l'État dont le navire est autorisé à battre le pavillon ou sous l'autorité duquel il est exploité.
3. « Autorité ou Autorités compétentes » désigne l'autorité ou les autorités gouvernementales désignées par une Partie pour s'acquitter, dans une zone ou des zones géographiques ou un ou des domaines de compétence spécifiques, de fonctions liées aux installations de recyclage des navires dont l'exploitation relève de la juridiction de cette Partie, telles que spécifiées dans la présente Convention.
4. « Organisation » désigne l'Organisation maritime internationale.
5. « Secrétaire général » désigne le secrétaire général de l'Organisation.
6. « Comité » désigne le Comité de la protection du milieu marin de l'Organisation.
7. « Navire » désigne un bâtiment, de quelque type que ce soit, exploité ou ayant été exploité en milieu marin et englobe les engins submersibles, les engins flottants, les plates-formes flottantes, les plates-formes auto-élévatrices, les unités flottantes de stockage (FSU) et les unités flottantes de production, de stockage et de déchargement (FPSO), y compris un navire qui a été désarmé ou est remorqué.
8. « Jauge brute » désigne la jauge brute calculée conformément aux règles sur le jaugeage énoncées à l'Annexe I de la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires, ou dans toute convention qui lui succéderait.
9. « Matière potentiellement dangereuse » désigne toute matière ou substance susceptible de mettre en danger la santé de l'homme et/ou l'environnement.
10. « Recyclage de navires » désigne l'activité qui consiste à démanteler en totalité ou en partie un navire dans une installation de recyclage afin d'en récupérer les éléments et les matières pouvant être retraités ou réutilisés, tout en prenant soin des matières potentiellement dangereuses et de toute autre matière, et inclut toutes les opérations qui se rapportent à cette activité, telles que l'entreposage et le traitement sur place des éléments et matières, mais non leur traitement ultérieur ou leur élimination dans des installations distinctes.
11. « Installation de recyclage des navires » désigne une zone définie qui est un site, un chantier ou une installation utilisé pour le recyclage de navires.
12. « Compagnie de recyclage » désigne le propriétaire de l'installation de recyclage des navires ou tout autre organisme ou personne auquel le propriétaire de l'installation a confié la responsabilité de l'exécution de l'activité de recyclage des navires et qui, en assumant cette responsabilité, a accepté de s'acquitter de toutes les tâches et obligations imposées par la présente Convention.

#### Article 3

##### Champ d'application

1. Sauf disposition expresse contraire de la présente Convention, celle-ci s'applique :
  - .1 aux navires autorisés à battre le pavillon d'une Partie ou exploités sous son autorité;
  - .2 aux installations de recyclage des navires dont l'exploitation relève de la juridiction d'une Partie.
2. La présente Convention ne s'applique pas aux navires de guerre, aux navires de guerre auxiliaires ou autres navires appartenant à une Partie ou exploités par elle et exclusivement utilisés, à l'époque considérée, pour un service public non commercial. Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires de ce type lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec la présente Convention, pour autant que cela soit raisonnable et possible dans la pratique.
3. La présente Convention ne s'applique pas aux navires d'une jauge brute inférieure à 500 ni aux navires qui sont exploités pendant toute leur vie uniquement dans des eaux relevant de la souveraineté ou de la juridiction de l'État dont ils sont autorisés à battre le pavillon. Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées, que de tels navires agissent d'une manière compatible avec la présente Convention, pour autant que cela soit raisonnable et possible dans la pratique.
4. Dans le cas des navires autorisés à battre le pavillon d'États non Parties à la présente Convention, les Parties appliquent les prescriptions de la présente Convention dans la mesure nécessaire pour que ces navires ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable.

#### Article 4

##### Mesures de contrôle relatives au recyclage des navires

1. Chaque Partie exige que les navires autorisés à battre son pavillon ou exploités sous son autorité respectent les prescriptions énoncées dans la présente Convention et prend des mesures effectives pour garantir ce respect.
2. Chaque Partie exige que les installations de recyclage des navires relevant de sa juridiction respectent les prescriptions énoncées dans la présente Convention et prend des mesures effectives pour garantir ce respect.

#### Article 5

##### Visites et délivrance des certificats

Chaque Partie veille à ce que les navires qui battent son pavillon ou sont exploités sous son autorité et qui doivent faire l'objet de visites et obtenir des certificats soient soumis aux visites et obtiennent les certificats prévus aux termes des règles de l'Annexe.

## Article 6

**Autorisation donnée aux installations de recyclage des navires**

Chaque Partie veille à ce que les installations de recyclage des navires dont l'exploitation relève de sa juridiction et qui recyclent des navires auxquels s'applique la présente Convention ou des navires soumis au même traitement en vertu de l'article 3.4 de la présente Convention obtiennent l'autorisation de la manière prescrite dans les règles de l'Annexe.

## Article 7

**Échange d'informations**

Si des installations de recyclage de navires obtiennent l'autorisation d'une Partie, cette Partie communique à l'Organisation, si celle-ci le demande, et aux Parties qui en font la demande les informations pertinentes, au regard de la présente Convention, sur la base desquelles elle a pris la décision d'accorder une autorisation. Les informations sont échangées promptement et en temps opportun.

## Article 8

**Inspection des navires**

1. Un navire auquel s'applique la présente Convention peut, dans tout port ou terminal au large d'une autre Partie, être inspecté par des agents dûment autorisés par cette Partie aux fins de déterminer s'il satisfait à la présente Convention. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 2, une inspection de ce type se limite à vérifier qu'il y a à bord un certificat international en cours de validité attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses ou bien un certificat international en cours de validité attestant que le navire est prêt pour le recyclage, auquel cas ces certificats doivent être acceptés.
2. Si le navire ne possède pas de certificat en cours de validité ou s'il existe de bonnes raisons de penser que :
  - .1 l'état du navire ou de son équipement ne correspond pas en substance aux indications du certificat et/ou de la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses; ou
  - .2 aucune procédure n'est mise en œuvre à bord du navire pour tenir à jour la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses, une inspection approfondie peut être effectuée compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

## Article 9

**Recherche des infractions**

1. Les Parties coopèrent à la recherche des infractions et à la mise en application des dispositions de la présente Convention.
2. Lorsqu'il y a suffisamment de preuves qu'un navire est exploité, a été exploité ou est sur le point d'être exploité en violation d'une disposition de la présente Convention, une Partie qui détient ces preuves peut demander que ce navire soit inspecté à son entrée dans un port ou un terminal au large relevant de la juridiction d'une autre Partie. Le rapport de l'inspection est adressé à la Partie qui a demandé l'inspection, à l'administration dont relève le navire en cause et à l'Organisation afin que chacune puisse prendre les mesures qu'elle juge appropriées.
3. S'il est constaté que le navire enfreint la présente Convention, la Partie qui procède à l'inspection peut prendre des dispositions pour mettre en garde le navire, le retenir, ordonner son départ ou l'exclure de ses ports. Une Partie qui prend ces mesures doit en informer immédiatement l'administration du navire en cause et l'Organisation.
4. Toute Partie devrait inspecter une installation de recyclage de navires dont l'exploitation relève de sa juridiction et établir un rapport si elle reçoit d'une autre Partie une demande d'enquête accompagnée de suffisamment de preuves attestant que l'installation de recyclage des navires est exploitée, a été exploitée ou est sur le point d'être exploitée en violation d'une disposition quelconque de la présente Convention. Le rapport de cette enquête est adressé à la Partie qui a demandé l'enquête, accompagné de renseignements sur les mesures qui ont été prises ou qui pourraient être prises, et à l'Organisation pour qu'elle prenne les mesures appropriées.

## Article 10

**Infractions**

1. Toute infraction aux prescriptions de la présente Convention doit être interdite en vertu de la législation nationale et :
  - .1 dans le cas d'un navire en infraction, des sanctions doivent être prévues par la législation de l'administration dont relève le navire en cause, quel que soit le lieu où l'infraction est commise. Si l'administration est informée par une Partie d'une telle infraction, elle effectue une enquête et peut demander à la Partie qui l'a informée de lui fournir des preuves supplémentaires de l'infraction présumée. Si l'administration est convaincue qu'il existe des preuves suffisantes pour lui permettre d'engager des poursuites au titre de l'infraction présumée, elle engage ces poursuites le plus tôt possible conformément à sa législation. L'administration informe rapidement la Partie qui a signalé l'infraction présumée, ainsi que l'Organisation, de toute mesure prise. Si l'administration n'a pris aucune mesure dans un délai d'un an à compter de la réception des renseignements, elle informe la Partie qui a signalé l'infraction présumée et l'Organisation des raisons pour lesquelles elle n'a pris aucune mesure;
  - .2 dans le cas d'une installation de recyclage de navires en infraction, des sanctions doivent être prévues par la législation de la Partie dont relève l'installation de recyclage de navires en cause. Si cette Partie est informée d'une telle infraction par une autre Partie, elle effectue une enquête et peut demander à la Partie qui l'a informée de lui fournir des preuves supplémentaires de l'infraction présumée. Si elle est convaincue qu'il existe des preuves suffisantes pour lui permettre d'engager des poursuites au titre de l'infraction présumée, elle engage ces poursuites le plus tôt possible conformément à sa législation. Elle informe rapidement la Partie qui a signalé l'infraction présumée, ainsi que l'Organisation, de toute mesure prise. Si elle n'a pris aucune mesure dans un délai d'un an à compter de la réception des renseignements, elle informe la Partie qui a signalé l'infraction présumée et l'Organisation des raisons pour lesquelles elle n'a pris aucune mesure.

2. Toute infraction aux prescriptions de la présente Convention dans la juridiction d'une Partie est interdite et fait l'objet de sanctions en vertu de la législation de cette Partie. Chaque fois qu'une telle infraction se produit, la Partie doit :
  - .1 soit engager des poursuites conformément à sa législation;
  - .2 soit fournir à l'administration dont relève le navire en cause les renseignements et les preuves qu'elle pourrait détenir attestant qu'il y a eu infraction.
3. Les sanctions prévues par la législation d'une Partie en application du présent article doivent être, par leur rigueur, de nature à décourager les infractions à la présente Convention où qu'elles puissent être commises.

Article 11

**Retard ou retenue indus de navires**

1. Il convient d'éviter, dans toute la mesure du possible, qu'un navire ne soit indûment retenu ou retardé par suite de l'application de l'article 8, 9 ou 10 de la présente Convention.
2. Un navire qui a été indûment retenu ou retardé par suite de l'application de l'article 8, 9 ou 10 de la présente Convention a droit à réparation pour les pertes ou dommages subis.

Article 12

**Communication de renseignements**

Chaque Partie fournit à l'Organisation et l'Organisation diffuse, sous la forme appropriée, les renseignements ci-après :

- .1 la liste des installations de recyclage des navires qui sont autorisées conformément à la présente Convention et dont l'exploitation relève de la juridiction de cette Partie;
- .2 les coordonnées de l'Autorité ou des Autorités compétentes, y compris d'un point de contact unique, de cette Partie;
- .3 la liste des organismes reconnus et des inspecteurs désignés qui sont autorisés à agir pour le compte de ladite Partie dans l'administration des questions relatives au contrôle du recyclage des navires conformément à la présente Convention, les conditions spécifiques dans lesquelles l'autorité a été déléguée aux organismes reconnus ou aux inspecteurs désignés et les responsabilités spécifiques qui leur ont été confiées;
- .4 la liste annuelle des navires battant le pavillon de cette Partie auxquels un certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage a été délivré, y compris le nom de la compagnie de recyclage et l'emplacement de l'installation de recyclage des navires qui sont indiqués sur ce certificat;
- .5 la liste annuelle des navires qui ont été recyclés sur le territoire relevant de la juridiction de cette Partie;
- .6 des informations sur les infractions à la présente Convention; et
- .7 les mesures prises à l'encontre des navires et des installations de recyclage des navires relevant de la juridiction de cette Partie.

Article 13

**Assistance et coopération techniques**

1. Les Parties s'engagent, directement ou par le biais de l'Organisation et d'autres organismes internationaux, le cas échéant, à apporter, aux fins du recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, leur appui aux Parties qui demandent une assistance technique en vue de :
  - .1 former du personnel;
  - .2 assurer la disponibilité des techniques, du matériel et des installations pertinents;
  - .3 lancer des programmes communs de recherche et de développement; et
  - .4 prendre d'autres mesures visant à garantir la mise en œuvre effective de la présente Convention et des directives y relatives élaborées par l'Organisation.
2. Les Parties s'engagent à coopérer activement, sans préjudice de leur législation, de leur réglementation et de leurs politiques nationales, au transfert de systèmes de gestion et de techniques en matière de recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires.

Article 14

**Règlement des différends**

Les Parties règlent tout différend survenant entre elles quant à l'interprétation ou l'application de la présente Convention par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique convenu entre elles, tel que enquête, médiation, conciliation, arbitrage, règlement judiciaire ou recours à des organismes ou accords régionaux.

Article 15

**Rapport avec le droit international et d'autres accords internationaux**

1. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations qu'a tout État en vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 et du droit international coutumier de la mer.
2. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations qu'ont les Parties en vertu d'autres accords internationaux pertinents et applicables.

Article 16

**Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion**

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tout État au Siège de l'Organisation du 1<sup>er</sup> septembre 2009 au 31 août 2010 et reste ensuite ouverte à l'adhésion.
2. Les États peuvent devenir Parties à la présente Convention par :
  - .1 signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
  - .2 signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
  - .3 adhésion.

3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du secrétaire général.
4. Si un État comporte deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des régimes juridiques différents sont applicables pour ce qui est des questions traitées dans la présente Convention, il peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'applique à l'ensemble de ses unités territoriales ou seulement à une ou plusieurs d'entre elles et il peut modifier cette déclaration en présentant une autre déclaration à tout moment.
5. Une déclaration faite en vertu du paragraphe 4 est notifiée par écrit au secrétaire général et mentionne expressément l'unité ou les unités territoriales auxquelles s'applique la présente Convention.
6. Au moment où il exprime son consentement à être lié par la présente Convention, un État déclare s'il exige ou non que le plan de recyclage d'un navire soit expressément ou tacitement approuvé pour que ce navire puisse être recyclé dans sa ou ses installations de recyclage des navires. Cette déclaration peut, moyennant notification au secrétaire général, être modifiée ultérieurement. Cette modification doit être accompagnée de la date à laquelle elle prend effet.

#### Article 17

##### Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur vingt-quatre mois après la date à laquelle les conditions ci-après sont remplies :
  - .1 au moins quinze États soit l'ont signée sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit ont déposé l'instrument requis de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément à l'article 16;
  - .2 les flottes marchandes des États mentionnés au paragraphe 1.1 représentent au total au moins 40 % du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce; et
  - .3 le volume annuel maximal de recyclage de navires des États mentionnés au paragraphe 1.1 au cours des dix dernières années représente au total au moins 3 % du tonnage brut de l'ensemble des flottes marchandes desdits États.
2. Pour les États qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci, après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies mais avant la date de son entrée en vigueur, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou trois mois après la date du dépôt de l'instrument, si cette dernière date est postérieure.
3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention prend effet trois mois après la date du dépôt de l'instrument.
4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date à laquelle un amendement à la présente Convention est réputé avoir été accepté en vertu de l'article 18 s'applique à la présente Convention telle que modifiée.

#### Article 18

##### Amendements

1. La présente Convention peut être modifiée selon l'une des procédures définies dans les paragraphes ci-après.
2. Amendements après examen au sein de l'Organisation :
  - .1 Toute Partie peut proposer un amendement à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au secrétaire général qui le diffuse aux Parties et aux Membres de l'Organisation six mois au moins avant son examen.
  - .2 Un amendement proposé et diffusé de la manière prévue ci-dessus est renvoyé au Comité pour examen. Les Parties, qu'elles soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisées à participer aux délibérations du Comité aux fins de l'examen et de l'adoption de l'amendement.
  - .3 Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes au sein du Comité, à condition qu'un tiers au moins des Parties soient présentes au moment du vote.
  - .4 Les amendements adoptés conformément à l'alinéa 3 sont communiqués par le secrétaire général aux Parties pour acceptation.
  - .5 Un amendement est réputé avoir été accepté dans les cas suivants :
    - .5.1 Un amendement à un article de la présente Convention est réputé avoir été accepté à la date à laquelle son acceptation a été notifiée au secrétaire général par les deux tiers des Parties.
    - .5.2 Un amendement à l'Annexe est réputé avoir été accepté à l'expiration d'un délai fixé par le Comité au moment de son adoption, lequel n'est pas inférieur à dix mois après la date de son adoption. Toutefois, si dans ce délai, plus d'un tiers des Parties ont notifié au secrétaire général qu'elles élèvent une objection contre cet amendement, celui-ci est réputé ne pas avoir été accepté.
  - .6 Un amendement entre en vigueur dans les conditions suivantes :
    - .6.1 Un amendement à un article de la présente Convention entre en vigueur à l'égard des Parties qui ont déclaré l'avoir accepté six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté conformément à l'alinéa .5.1.
    - .6.2 Un amendement à l'Annexe entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties six mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté, à l'exception de toute Partie qui a :
      - .6.2.1 notifié son objection l'amendement conformément à l'alinéa .5.2 et n'a pas retiré cette objection; ou
      - .6.2.2 notifié au secrétaire général, avant l'entrée en vigueur de cet amendement, que celui-ci entrera en vigueur à son égard uniquement après notification ultérieure de son acceptation.
    - .6.3 Une Partie qui a notifié une objection en vertu de l'alinéa .6.2.1 peut par la suite notifier au secrétaire général qu'elle accepte l'amendement. Cet amendement entre en vigueur pour cette Partie six mois après la date de la notification de son acceptation, ou la date d'entrée en vigueur de l'amendement, si cette dernière date est postérieure.

- .6.4 Si une Partie qui a adressé une notification visée à l'alinéa .6.2.2 notifiée au secrétaire général qu'elle accepte un amendement, cet amendement entre en vigueur à l'égard de cette Partie six mois après la date de la notification de son acceptation, ou la date d'entrée en vigueur de l'amendement, si cette dernière date est postérieure.
3. Amendement par une conférence :
    1. À la demande d'une Partie, appuyée par un tiers au moins des Parties, l'Organisation convoque une conférence des Parties pour examiner des amendements à la présente Convention.
    2. Un amendement adopté par cette conférence à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes est communiqué par le secrétaire général à toutes les Parties pour acceptation.
    3. À moins que la Conférence n'en décide autrement, l'amendement est réputé avoir été accepté et entre en vigueur conformément aux procédures définies au paragraphe 2.5 et 2.6 respectivement.
  4. Toute Partie qui n'a pas accepté un amendement à l'Annexe est considérée comme non Partie aux seules fins de l'application de cet amendement.
  5. Toute notification en vertu du présent article est adressée par écrit au secrétaire général.
  6. Le secrétaire général informe les Parties et les Membres de l'Organisation :
    1. de tout amendement qui entre en vigueur et de la date de son entrée en vigueur en général et à l'égard de chaque Partie; et
    2. de toute notification faite en vertu du présent article.

#### Article 19

##### Dénonciation

1. La présente Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle elle entre en vigueur à l'égard de cette Partie.
2. La dénonciation s'effectue par notification écrite au secrétaire général et prend effet un an après la date à laquelle le dépositaire a reçu la notification ou à l'expiration de toute autre période plus longue spécifiée dans cette notification.

#### Article 20

##### Dépositaire

1. La présente Convention est déposée auprès du secrétaire général, qui en adresse des copies certifiées conformes à tous les États qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.
2. Outre les fonctions spécifiées dans d'autres dispositions de la présente Convention, le secrétaire général :
  - .1 informe tous les États qui ont signé la présente Convention ou qui y ont adhéré :
    - .1.1 de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;
    - .1.2 de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention; et
    - .1.3 du dépôt de tout instrument de dénonciation de la Convention, ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet; et
    - .1.4 des autres déclarations et notifications reçues en application de la présente Convention; et
  - .2 dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, en transmet le texte au secrétariat de l'Organisation des Nations unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies.

#### Article 22

##### Langues

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

FAIT À HONG KONG, ce quinze mai deux mille neuf.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

\* \* \*

#### Déclaration du Royaume de Belgique

Conformément à l'article 16.6 de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, la Belgique déclare ce qui suit :

« La Belgique déclare que le plan de recyclage d'un navire doit être approuvé expressément pour que ce navire puisse être recyclé dans ses installations de recyclage des navires ».

#### VERTALING

### INTERNATIONAAL VERDRAG VAN HONGKONG

#### voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen

#### DE PARTIJEN BIJ DIT VERDRAG,

GELET OP de groeiende bezorgdheid ten opzichte van de veiligheids-, gezondheids-, milieu- en welzijnswesties in de sector van de scheepsrecycling,

MET ERKENNING VAN het feit dat de scheepsrecycling bijdraagt tot de duurzame ontwikkeling en dat zij als dusdanig de beste oplossing vormt voor schepen die het einde van hun levensduur hebben bereikt,

HERINNEREND AAN resolutie A.962(23) goedgekeurd door de algemene Vergadering van de Internationale Maritieme Organisatie (richtlijnen inzake scheepsrecycling), de wijzigingen aan die richtlijnen die werden goedgekeurd door resolutie A.980(24), het besluit VI/24 van de zesde vergadering van de Conferentie van de Partijen bij het Verdrag van Basel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, dat de technische richtlijnen goedgekeurd voor het milieuvriendelijke beheer van de integrale of

gedeeltelijke ontmanteling van de schepen en de leidende principes goedgekeurd door de Raad van bestuur van het Internationaal Arbeidsbureau tijdens zijn 289e zitting (Veiligheid en gezondheid in de sector van de afbraak van schepen : leidende principes voor de Aziatische landen en Turkije),

TEVENS HERINNEREND AAN resolutie A.981(24), waarmee de algemene Vergadering van de Internationale Maritieme Organisatie het Comité voor de bescherming van het mariene milieu van de Organisatie verzocht een instrument uit te werken dat inzake scheepsrecycling bindende kracht heeft,

GELET EVENEENS op de rol die de Internationale Arbeidsorganisatie speelt in de bescherming van de veiligheid en de gezondheid op het werk van de werknemers die deelnemen aan de scheepsrecycling,

GELET BOVENDIEN op de rol die het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan speelt door de menselijke gezondheid en het milieu te beschermen tegen de schadelijke gevolgen die uit deze afvalstoffen kunnen voortvloeien,

INDACHTIG het voorzorgsbeginsel dat wordt uitgedrukt in het principe 15 van de Verklaring van Rio inzake milieu en ontwikkeling en vermeld in de resolutie MEPC.67(37), dat door het Comité voor de bescherming van het mariene milieu van de Organisatie werd aangenomen op 15 september 1995,

VOORTS INDACHTIG de noodzaak de vervanging aan te moedigen van de potentieel gevaarlijke stoffen die worden gebruikt bij de bouw en het onderhoud van schepen door minder potentieel gevaarlijke stoffen of, bij voorkeur, door stoffen die niet gevaarlijk zijn, zonder de veiligheid van de schepen, de veiligheid en de gezondheid van de zeelieden en het rendement van de exploitatie van de schepen in het gedrang te brengen,

VASTBESLOTEN om via een instrument met bindende kracht doeltreffend de risico's voor het milieu en voor de veiligheid en de gezondheid op het werk die verbonden zijn aan de scheepsrecycling te verhelpen, steeds rekening houdend met de bijzondere kenmerken van het zeevervoer en de noodzaak om het goede verloop te garanderen van het uit de vaart nemen van de schepen die het einde van hun levensduur hebben bereikt,

OVERWEGENDE dat het beste middel om deze doelstellingen te bereiken erin bestaat een internationaal verdrag goed te keuren voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

#### Artikel 1

##### Algemene verplichtingen

1. Elke Partij bij dit Verdrag verbindt zich ertoe de bepalingen ervan volledig ten uitvoer te leggen om de ongevallen, lichamelijke letsels en andere schadelijke gevolgen van scheepsrecycling voor de menselijke gezondheid en voor het milieu te voorkomen, te beperken, tot het minimum te verminderen en voor zover dat in de praktijk mogelijk is uit te schakelen en de veiligheid van de schepen, de bescherming van de menselijke gezondheid en van het milieu tijdens de hele levensduur van een schip te versterken.
2. Geen enkele bepaling van dit Verdrag mag worden geïnterpreteerd als zou zij een Partij beletten voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, individueel of gezamenlijk met andere Partijen, overeenkomstig het internationale recht strengere maatregelen te nemen om elk schadelijk gevolg voor de menselijke gezondheid en het milieu te voorkomen, te beperken of tot het minimum te verminderen.
3. De Partijen zullen zich inspannen om samen te werken teneinde de daadwerkelijke uitvoering, naleving en handhaving van dit Verdrag te garanderen.
4. De Partijen verplichten zich ertoe de voortzetting van de ontwikkeling van technieken en praktijken die bijdragen tot de veilige en milieuvriendelijke scheeps-recycling te bevorderen.
5. De Bijlage bij dit Verdrag maakt er integraal deel van uit. Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, vormt een verwijzing naar dit Verdrag tevens een verwijzing naar de Bijlage.

#### Artikel 2

##### Definities

Voor de toepassing van dit Verdrag, tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, wordt verstaan onder :

1. « Verdrag » het Internationale Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009.
2. « Administratie » de regering van de Staat waarvan het schip gerechtigd is de vlag te voeren of onder wiens gezag het wordt geëxploiteerd.
3. « Bevoegde Autoriteit of Autoriteiten » de door een Partij aangewezen regeringsautoriteit of -autoriteiten die zich in een of meerdere geografische gebieden of een of meer specifieke bevoegdheids-domeinen kwijten van de functies die verbonden zijn aan de installaties voor scheepsrecycling, waarvan de exploitatie onder de jurisdictie van die Partij valt, zoals in dit Verdrag gespecificeerd.
4. « Organisatie » de Internationale Maritieme Organisatie.
5. « Secretaris-generaal » de secretaris-generaal van de Organisatie.
6. « Comité » het Comité voor de bescherming van het mariene milieu van de Organisatie.
7. « Schip » een vaartuig ongeacht van welk type, dat in het mariene milieu wordt of werd geëxploiteerd. Onder deze term zijn begrepen de onderwatervaartuigen, drijvende vaartuigen, drijvende platforms, hefplatformen, drijvende opslageenheden (FSU) en drijvende productie-, opslag- en loseenheden (FPSO), met inbegrip van een schip dat werd afgetuigd of wordt gesleept.
8. « Brutotonnenmaat » de brutotonnenmaat berekend overeenkomstig de voorschriften betreffende de tonnenmaatmeting, vermeld in Bijlage I van het Internationaal Verdrag van 1969 betreffende de meting van schepen, of in een eventueel later verdrag.
9. « Potentieel gevaarlijke stof » elke stof of substantie die de menselijke gezondheid en/of het milieu in gevaar kan brengen.
10. « Scheepsrecycling » de activiteit die erin bestaat een schip geheel of gedeeltelijk te ontmantelen in een recyclinginstallatie om er de bestanddelen en stoffen uit te recupereren die opnieuw kunnen worden verwerkt of gebruikt, waarbij men oog heeft voor de potentieel gevaarlijke stoffen en elke andere stof, en alle verrichtingen omvat die met deze activiteit verband houden, zoals de opslag en de behandeling ter plaatse van de bestanddelen en stoffen, maar niet de latere behandeling of de verwijdering ervan in afzonderlijke installaties.
11. « Installatie voor scheepsrecycling » een bepaalde zone die als een terrein, een werf of een installatie voor scheepsrecycling wordt gebruikt.



12. « Recyclingbedrijf » de eigenaar van de installatie voor scheepsrecycling of elke andere organisatie of persoon aan wie de eigenaar van de installatie de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de activiteit van scheepsrecycling heeft toevertrouwd en die door deze verantwoordelijkheid op zich te nemen heeft aanvaard zich te kwijten van alle taken en verplichtingen die door dit Verdrag worden opgelegd.

#### Artikel 3

##### Toepassingsgebied

1. Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, is dit Verdrag van toepassing op :
  - .1 schepen die gerechtigd zijn de vlag van een Partij te voeren of die onder haar gezag worden geëxploiteerd;
  - .2 installaties voor scheepsrecycling waarvan de exploitatie onder de jurisdictie van een Partij valt.
2. Dit Verdrag is niet van toepassing op oorlogsschepen, hulpoorlogsschepen of andere schepen die toebehoren aan een Partij of die door haar worden geëxploiteerd en die op het beschouwde tijdstip uitsluitend worden gebruikt voor een niet-commerciële openbare dienst. Elke partij dient zich er echter door het nemen van passende maatregelen die de verrichtingen of de operationele capaciteit van de schepen van dit type die haar toebehoren of door haar worden geëxploiteerd, niet in het gedrang brengen, van te verzekeren dat die schepen handelen op een manier die verenigbaar is met dit Verdrag, voor zover dit in de praktijk redelijk en mogelijk is.
3. Dit Verdrag is niet van toepassing op schepen met een brutotonnenmaat van minder dan 500, noch op schepen die tijdens hun hele levensduur enkel worden geëxploiteerd in de wateren die vallen onder de soevereiniteit of de jurisdictie van de Staat waarvan zij gerechtigd zijn de vlag te voeren. Elke Partij dient zich er echter door het nemen van passende maatregelen van te verzekeren dat die schepen handelen op een manier die verenigbaar is met dit Verdrag, voor zover dat in de praktijk redelijk en mogelijk is.
4. In het geval van schepen die gerechtigd zijn de vlag te voeren van Staten die geen Partij zijn bij dit Verdrag, passen de Partijen de voorschriften van dit Verdrag toe in de mate die noodzakelijk is opdat die schepen geen gunstigere behandeling zouden genieten.

#### Artikel 4

##### Controlemaatregelen betreffende scheepsrecycling

1. Elke Partij eist dat de schepen die gerechtigd zijn haar vlag te voeren of die onder haar bevoegdheid worden geëxploiteerd, voldoen aan de voorschriften die in dit Verdrag zijn vastgelegd en neemt doeltreffend maatregelen om dit te garanderen.
2. Elke Partij eist dat de installaties voor scheepsrecycling die onder haar jurisdictie vallen, voldoen aan de voorschriften die in dit Verdrag zijn vastgelegd, en neemt doeltreffend maatregelen om dit te garanderen.

#### Artikel 5

##### Schouwingen en certificatie

Elke Partij ziet erop toe dat schepen die haar vlag voeren of die onder haar gezag worden geëxploiteerd en die het voorwerp moeten zijn van schouwingen en certificatie, worden onderworpen aan schouwingen en de voorziene certificaten verkrijgen in overeenstemming met de regels van de Bijlage.

#### Artikel 6

##### Machtiging verleend aan de installaties voor scheepsrecycling

Elke Partij ziet erop toe dat de installaties voor scheepsrecycling waarvan de exploitatie onder haar jurisdictie valt en die schepen recycelen waarop dit Verdrag van toepassing is of schepen die aan dezelfde behandeling zijn onderworpen krachtens artikel 3.4 van dit Verdrag, de machtiging verkrijgen op de manier die wordt voorgeschreven door de regels van de Bijlage.

#### Artikel 7

##### Informatie-uitwisseling

Indien de installaties voor scheepsrecycling de machtiging van een Partij verkrijgen, verstrekt deze Partij de Organisatie, indien die daarom verzoekt, en de Partijen die daarom verzoeken, de relevante informatie betreffende dit Verdrag, op basis waarvan zij de beslissing heeft genomen een machtiging te verlenen. De informatie wordt snel en te gelegener tijd uitgewisseld.

#### Artikel 8

##### Inspectie van schepen

1. Een schip waarop dit Verdrag van toepassing is, kan in elke haven of laad- of losinrichting van een andere Partij worden geïnspecteerd door ambtenaren die door die Partij naar behoren zijn gemachtigd om te bepalen of het voldoet aan dit Verdrag. Behalve in de gevallen bepaald in paragraaf 2 beperkt een dergelijke inspectie zich ertoe na te gaan of er zich aan boord een geldig internationaal certificaat bevindt dat verklaart dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit, ofwel een geldig internationaal certificaat dat verklaart dat het schip klaar is om te worden gerecycleerd, in welk geval die certificaten moeten worden aanvaard.
2. Indien het schip geen geldig certificaat bezit of indien er goede redenen bestaan om te denken dat :
  - .1 de staat van het schip of de uitrusting ervan in substantie niet overeenstemt met de vermeldingen van het certificaat en/of van Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen; of
  - .2 aan boord van het schip geen enkele procedure wordt toegepast om Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bij te houden, kan een grondige inspectie worden verricht, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

## Artikel 9

**Opsporen van misdrijven**

1. De Partijen dienen samen te werken bij de opsporing van misdrijven en de handhaving van de bepalingen van dit Verdrag.
2. Wanneer er voldoende bewijzen zijn dat een schip wordt geëxploiteerd, werd geëxploiteerd of op het punt staat te worden geëxploiteerd in strijd met een bepaling van dit Verdrag, kan een Partij die bewijzen in haar bezit heeft, vragen dat dat schip wordt geïnspecteerd op het ogenblik dat het een haven of een laad- of losinrichting aanloopt die onder de jurisdictie van een andere Partij valt. Het inspectieverslag wordt gericht aan de Partij die de inspectie heeft aangevraagd, aan de administratie waaronder het betrokken schip ressorteert en aan de Organisatie opdat elk van hen de maatregelen zou kunnen nemen die zij nodig acht.
3. Indien wordt vastgesteld dat het schip dit Verdrag schendt, kan de Partij die tot de inspectie overgaat, maatregelen treffen om het schip een waarschuwing te geven, het aan te houden, zijn vertrek uit of uitsluiting van haar havens te bevelen. Een Partij die deze maatregelen neemt, moet de administratie van het betrokken schip en de Organisatie daarvan onmiddellijk op de hoogte stellen.
4. Elke Partij die van een andere Partij een onderzoeksaanvraag ontvangt die vergezeld gaat van voldoende bewijzen waaruit blijkt dat een installatie voor scheepsrecycling wordt geëxploiteerd, werd geëxploiteerd of op het punt staat te worden geëxploiteerd in strijd met enige bepaling van dit Verdrag, zou die installatie voor scheepsrecycling, waarvan de exploitatie onder haar jurisdictie valt, moeten inspecteren en een verslag opstellen. Het verslag van dat onderzoek wordt gericht aan de Partij die het onderzoek heeft aangevraagd, vergezeld van inlichtingen over de maatregelen die werden genomen of die zouden kunnen worden genomen, en aan de Organisatie opdat zij de passende maatregelen zou nemen.

## Artikel 10

**Misdrijven**

1. Elke inbreuk op de voorschriften van dit Verdrag moet worden verboden krachtens de nationale wetgeving en :
  - .1 indien een schip een misdrijf begaat, moet in sancties worden voorzien door de wetgeving van de administratie waaronder het betrokken schip ressorteert, ongeacht de plaats waar het misdrijf wordt begaan. Indien de administratie door een Partij van een dergelijk misdrijf op de hoogte wordt gesteld, stelt zij een onderzoek in en kan zij de Partij die haar op de hoogte heeft gesteld, vragen haar van het vermeende misdrijf bijkomende bewijzen te leveren. Indien de administratie ervan overtuigd is dat er voldoende bewijzen zijn met betrekking tot het vermeende misdrijf die haar toestaan een vervolging in te stellen, stelt zij die vervolging zo snel mogelijk in overeenkomstig haar wetgeving. De administratie brengt de Partij die het vermeende misdrijf heeft gemeld, alsook de Organisatie snel op de hoogte van elke genomen maatregel. Indien de administratie binnen een termijn van een jaar na de ontvangst van de inlichtingen geen enkele maatregel heeft genomen, deelt zij de Partij die het vermeende misdrijf heeft gemeld en de Organisatie de redenen mee waarom zij geen enkele maatregel heeft genomen;
  - .2 indien een installatie voor scheepsrecycling in gebreke blijft, moet in sancties worden voorzien door de wetgeving van de Partij waaronder de betrokken installatie voor scheepsrecycling ressorteert. Indien die Partij door een andere Partij van een dergelijk misdrijf op de hoogte wordt gesteld, stelt zij een onderzoek in en kan zij de Partij die haar op de hoogte heeft gesteld, vragen haar van het vermeende misdrijf bijkomende bewijzen te leveren. Indien zij ervan overtuigd is dat er voldoende bewijzen zijn met betrekking tot het vermeende misdrijf die haar toestaan een vervolging in te stellen, stelt zij die vervolging zo snel mogelijk in overeenkomstig haar wetgeving. Zij brengt de Partij die het vermeende misdrijf heeft gemeld, alsook de Organisatie snel op de hoogte van elke genomen maatregel. Indien zij binnen een termijn van een jaar na de ontvangst van de inlichtingen geen enkele maatregel heeft genomen, deelt zij de Partij die het vermeende misdrijf heeft gemeld en de Organisatie de redenen mee waarom zij geen enkele maatregel heeft genomen.
2. Elke inbreuk op de voorschriften van dit Verdrag binnen de jurisdictie van een Partij is verboden en is het voorwerp van sancties krachtens de wetgeving van die Partij. Telkens als een dergelijk misdrijf zich voordoet, moet de Partij :
  - .1 ofwel een vervolging instellen overeenkomstig haar wetgeving;
  - .2 ofwel de administratie waaronder het betrokken schip ressorteert, inlichten en de bewijzen verstrekken waaruit blijkt dat een misdrijf werd begaan.
3. De sancties waarin de wetgeving van een Partij overeenkomstig dit artikel voorziet, moeten zo streng zijn dat ze de misdrijven op dit Verdrag ontmoedigen, ongeacht de plaats waar zij worden begaan.

## Artikel 11

**Onterecht ophouden of aanhouden van schepen**

1. Er moet in alle mate van het mogelijke worden vermeden dat een schip ten onrechte wordt aangehouden of opgehouden ten gevolge van de toepassing van artikel 8, 9 of 10 van dit Verdrag.
2. Een schip dat onterecht werd aangehouden of opgehouden ten gevolge van de toepassing van artikel 8, 9 of 10 van dit Verdrag, heeft recht op schadevergoeding voor de geleden verliezen of schade.

## Artikel 12

**Verstrekken van inlichtingen**

Elke Partij verstrekt de Organisatie de volgende inlichtingen, die door de Organisatie in de geschikte vorm worden verdeeld :

- .1 de lijst van de installaties voor scheepsrecycling die overeenkomstig dit Verdrag gemachtigd zijn en waarvan de exploitatie ressorteert onder de jurisdictie van die Partij;
- .2 de adresgegevens van de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten, met inbegrip van een enig contactpunt, van die Partij;
- .3 de lijst van erkende organisaties en van aangewezen inspecteurs die gemachtigd zijn om voor rekening van genoemde Partij te handelen bij het beheer van de kwesties betreffende de controle van het recyclen van de schepen overeenkomstig dit Verdrag en de specifieke voorwaarden waaronder de machtiging aan de erkende organisaties of aan de aangewezen inspecteurs werd gedelegeerd en de specifieke verantwoordelijkheden die hen werden toevertrouwd;
- .4 de jaarlijkse lijst van schepen die de vlag van die Partij voeren en waaraan een internationaal certificaat werd toegekend waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled, met inbegrip van de naam van het recyclingbedrijf en de ligging van de installatie voor het recyclen van de schepen die op dat certificaat zijn vermeld;
- .5 de jaarlijkse lijst van schepen die werden gerecycled op het grondgebied dat onder de jurisdictie van die Partij ressorteert;
- .6 informatie betreffende inbreuken op dit Verdrag; en
- .7 de maatregelen die werden genomen tegen schepen en installaties voor scheepsrecycling die onder de jurisdictie van die Partij ressorteren.

## Artikel 13

**Technische bijstand en samenwerking**

1. De Partijen verbinden zich er rechtstreeks of via de Organisatie en andere internationale instellingen toe, met het oog op het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen eventueel hun steun te verlenen aan de Partijen die om technische bijstand verzoeken om :
  - .1 personeel op te leiden;
  - .2 de beschikbaarheid te verzekeren van de technieken, van het materieel en van de relevante installaties;
  - .3 gemeenschappelijke onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's te lanceren; en
  - .4 andere maatregelen te nemen die de daadwerkelijke toepassing willen garanderen van dit Verdrag en van de desbetreffende richtlijnen die door de Organisatie worden uitgewerkt.
2. De Partijen verbinden zich ertoe om onverminderd hun wetgeving, hun reglementering en hun nationale beleidslijnen, actief mee te werken aan de overdracht van beheersystemen en van technieken inzake het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen.

## Artikel 14

**Geschillenregeling**

De Partijen regelen elk geschil dat tussen hen rijst in verband met de interpretatie of de toepassing van dit Verdrag, via onderhandelingen of via elk ander tussen hen overeengekomen vreedzaam middel, zoals onderzoek, bemiddeling, verzoening, arbitrage, gerechtelijke schikking of een beroep op regionale organisaties of akkoorden.

## Artikel 15

**Verhouding met het internationaal recht en met andere internationale akkoorden**

1. Geen enkele bepaling van dit Verdrag doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen die elke Staat heeft krachtens het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee van 1982 en van het internationaal gewoonterecht van de zee.
2. Geen enkele bepaling van dit Verdrag doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen die de Partijen hebben krachtens andere relevante en toepasselijke internationale akkoorden.

## Artikel 16

**Ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring en toetreding**

1. Dit Verdrag staat voor elke Staat open voor ondertekening op de Zetel van de Organisatie van 1 september 2009 tot 31 augustus 2010 en blijft vervolgens open voor toetreding.
2. De Staten kunnen Partijen bij dit Verdrag worden door :
  - .1 ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of
  - .2 ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of
  - .3 toetreding.
3. Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding geschiedt door neerlegging van een daartoe strekkende akte bij de secretaris-generaal.
4. Indien een Staat twee of meer territoriale eenheden heeft waarin verschillende rechtsstelsels van toepassing zijn betreffende in dit Verdrag geregelde aangelegenheden, kan hij op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag op al deze territoriale eenheden of slechts op een of meer daarvan van toepassing is en kan hij te allen tijde deze verklaring wijzigen door een nieuwe verklaring over te leggen.

5. Een verklaring die wordt gedaan krachtens paragraaf 4 wordt schriftelijk ter kennis gebracht aan de secretaris-generaal en vermeldt uitdrukkelijk de territoriale eenheid of eenheden waarop dit Verdrag van toepassing is.
6. Op het ogenblik dat een Staat uiting geeft aan zijn instemming om door dit Verdrag gebonden te zijn, verklaart deze Staat of hij al dan niet eist dat het recyclingplan van een schip uitdrukkelijk of stilzwijgend wordt goedgekeurd, opdat dit schip zou kunnen worden gerecycled in zijn installatie of installaties voor scheepsrecycling. Deze verklaring kan, mits daarvan aan de secretaris-generaal kennis wordt gegeven, achteraf worden gewijzigd. Deze wijziging moet de datum vermelden waarop zij van kracht wordt.

#### Artikel 17

##### Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking vierentwintig maanden na de datum waarop de onderstaande voorwaarden zijn vervuld :
  - .1 ten minste vijftien Staten hebben het ofwel ondertekend zonder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, ofwel de vereiste bekrachtigings-, aanvaardings-, goedkeurings- of toetredingsakte hebben ingediend overeenkomstig artikel 16;
  - .2 de koopvaardijvloten van de Staten vermeld in paragraaf 1.1 vertegenwoordigen in totaal ten minste 40 % van de brutotonnenmaat van de wereldkoopvaardijvloot; en
  - .3 het maximale jaarlijkse scheepsrecyclingvolume van de Staten vermeld in paragraaf 1.1 in de loop van de jongste tien jaar vertegenwoordigt in totaal ten minste 3 % van de brutotonnenmaat van alle koopvaardijvloten van de genoemde Staten.
2. Voor de Staten die een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Verdrag of tot toetreding ertoe hebben ingediend nadat de voorwaarden die de inwerkingtreding ervan regelen, werden vervuld, maar vóór de datum van inwerkingtreding, wordt de bekrachtiging, de aanvaarding, de goedkeuring of de toetreding van kracht op de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag, of drie maanden na de datum van indiening van de akte indien laatstgenoemde datum later valt.
3. Elke akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding neergelegd na de datum waarop dit Verdrag in werking treedt, wordt van kracht drie maanden na de datum van neerlegging.
4. Na de datum waarop een wijziging van dit Verdrag geacht wordt te zijn aanvaard uit hoofde van artikel 18, is elke neergelegde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van toepassing op het Verdrag zoals gewijzigd.

#### Artikel 18

##### Wijzigingen

1. Dit Verdrag kan worden gewijzigd volgens een van de hieronder omschreven procedures.
2. Wijziging na onderzoek door de Organisatie :
  - .1 Elke Partij kan een wijziging van dit Verdrag voorstellen. Voorstellen tot wijziging worden ingediend bij de secretaris-generaal die deze vervolgens tenminste zes maanden voorafgaand aan het onderzoek doet toekomen aan de Partijen en Leden van de Organisatie.
  - .2 Een wijziging die overeenkomstig het voorgaande is voorgesteld en verzonden wordt voor onderzoek voorgelegd aan het Comité. Partijen zijn, ongeacht of zij Lid zijn van de Organisatie, gerechtigd deel te nemen aan de procedures van het Comité ter zake van het onderzoek en de aanneming van de wijziging.
  - .3 Wijzigingen worden aangenomen met een meerderheid van tweederde van de Partijen die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen in het Comité, mits tenminste een derde van de Partijen aanwezig is op het tijdstip van de stemming.
  - .4 De secretaris-generaal doet de in overeenstemming met de bepaling onder 3 aangenomen wijzigingen ter aanvaarding toekomen aan de Partijen.
  - .5 Een wijziging wordt geacht te zijn aanvaard onder de volgende voorwaarden :
    - .5.1 Een wijziging van een artikel van dit Verdrag wordt geacht te zijn aanvaard op de datum waarop de aanvaarding ervan door twee derde van de Partijen ter kennis werd gebracht aan de secretaris-generaal.
    - .5.2 Een wijziging van de Bijlage wordt geacht te zijn aanvaard bij het verstrijken van een termijn die door het Comité wordt bepaald op het ogenblik van de goedkeuring ervan. Die termijn mag niet korter zijn dan tien maanden na de datum van de goedkeuring ervan. Indien binnen die termijn meer dan een derde van de Partijen de secretaris-generaal ervan in kennis hebben gesteld dat zij tegen die wijziging bezwaar aantekenen, wordt die geacht niet te zijn aanvaard.
  - .6 Een wijziging wordt van kracht onder de volgende voorwaarden :
    - .6.1 Een wijziging van een artikel van dit Verdrag wordt van kracht voor de Partijen die hebben verklaard dat zij deze hebben aanvaard zes maanden na de datum waarop deze geacht wordt te zijn aanvaard in overeenstemming met de bepaling onder .5.1.
    - .6.2 Een wijziging van de Bijlage treedt ten aanzien van alle Partijen in werking zes maanden na de datum waarop deze geacht wordt te zijn aanvaard, met uitzondering voor elke Partij die :
      - .6.2.1 in overeenstemming met de bepaling onder .5.2 kennisgeving heeft gedaan van bezwaar en dit bezwaar niet heeft ingetrokken; of
      - .6.2.2 de secretaris-generaal voorafgaand aan de inwerkingtreding van die wijziging ervan in kennis heeft gesteld dat de wijziging uitsluitend in werking treedt na kennisgeving van aanvaarding op een later tijdstip.

- .6.3 Een Partij die uit hoofde van de bepaling onder .6.2.1 kennisgeving heeft gedaan van bezwaar, kan de secretaris-generaal op een later tijdstip ervan in kennis stellen dat zij de wijziging aanvaardt. Voor deze Partij wordt deze wijziging van kracht zes maanden na de datum van haar kennisgeving van aanvaarding of de datum waarop de wijziging in werking treedt, naar gelang van wat het laatst is.
- .6.4 Indien een Partij die een kennisgeving heeft gedaan als bedoeld in de bepaling onder 6.2.2. de secretaris-generaal in kennis stelt van haar aanvaarding van een wijziging, treedt deze wijziging voor die Partij in werking zes maanden na de datum van haar kennisgeving van aanvaarding of de datum waarop de wijziging in werking treedt, naar gelang van wat het laatst is.
3. Wijziging door een conferentie :
1. Op verzoek van een Partij, waarmee tenminste één derde van de Partijen instemt, belegt de Organisatie een conferentie van de Partijen teneinde wijzigingen van dit Verdrag te behandelen.
  2. De secretaris-generaal doet alle Partijen een tijdens een dergelijke conferentie door een tweederde meerderheid van de aanwezige Partijen die hun stem uitbrengen aangenomen wijziging ter aanvaarding toekomen.
  3. Tenzij de Conferentie anderszins besluit, wordt de wijziging geacht te zijn aanvaard en treedt deze in werking in overeenstemming met de procedures omschreven in lid 2.5 en 2.6.
  4. Een Partij die een wijziging van de Bijlage niet wenst te aanvaarden zal uitsluitend voor de toepassing van die wijziging niet worden aangemerkt als een Partij.
  5. Kennisgevingen aan de secretaris-generaal uit hoofde van dit artikel dienen schriftelijk te geschieden.
6. De secretaris-generaal stelt de Partijen en Leden van de Organisatie in kennis van :
1. elke wijziging die in werking treedt en van de datum waarop deze algemeen en voor elke Partij in werking treedt; en
  2. elke kennisgeving gedaan uit hoofde van dit artikel.

#### Artikel 19

#### Opzegging

1. Dit Verdrag kan na afloop van twee jaar na de datum waarop het voor een Partij in werking is getreden te allen tijde worden opgezegd door die Partij.
2. De opzegging gebeurt via schriftelijke kennisgeving aan de secretaris-generaal en treedt in werking een jaar na de datum van ontvangst ervan door de depositaris of na het verstrijken van elke andere, langere periode die in die kennisgeving is gespecificeerd.

#### Artikel 20

#### Depositaris

1. Dit Verdrag wordt neergelegd bij de secretaris-generaal die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften ervan doet toekomen aan alle Staten die dit Verdrag hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden.
2. Naast de taken elders omschreven in de bepalingen van dit Verdrag,
  - .1 stelt de secretaris-generaal alle Staten die dit Verdrag hebben ondertekend of ertoe zijn toegetreden in kennis van :
    - .1.1 iedere nieuwe ondertekening of neerlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, alsmede de datum ervan;
    - .1.2 de datum waarop dit Verdrag in werking treedt; en
    - .1.3 de neerlegging van elke akte van opzegging van het Verdrag, alsmede de datum van ontvangst ervan en de datum waarop de opzegging van kracht wordt; en
    - .1.4 van de andere verklaringen en kennisgevingen die werden ontvangen overeenkomstig dit Verdrag; en
  - .2 zodra dit Verdrag in werking treedt, zendt de Secretaris-generaal de tekst toe aan het secretariaat van de Organisatie van de Verenigde Naties voor registratie en publicatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

#### Artikel 22

#### Talen

Dit Verdrag is opgesteld in één oorspronkelijk exemplaar in de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

GEDAAN TE HONGKONG, vijftien mei tweeduizend en negen.

**TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.**

\* \* \*

#### Verklaring van het Koninkrijk België

Overeenkomstig artikel 16.6 van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, verklaart België het volgende :

“België verklaart dat het recyclingplan van een schip uitdrukkelijk goedgekeurd moet worden opdat dit schip zou kunnen worden gerecycled in zijn installaties voor scheepsrecycling”.

## ANNEXE

# RÈGLES RELATIVES AU RECYCLAGE SÛR ET ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNEL DES NAVIRES

## CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Règle 1 – Définitions

Aux fins de la présente Annexe :

1 "Personne compétente" désigne une personne dotée de qualifications appropriées, d'une formation et de connaissances, d'une expérience et d'aptitudes suffisantes pour accomplir les tâches spécifiques. Plus précisément, une personne compétente peut être un travailleur qualifié ou un préposé aux fonctions de gestion qui est à même de reconnaître et d'évaluer les risques d'accident du travail, les dangers et l'exposition des employés à des matières potentiellement dangereuses ou des conditions peu sûres dans une installation de recyclage de navires et qui est capable d'indiquer les mesures de protection et les précautions nécessaires à prendre pour éliminer ou réduire ces risques, dangers ou situations. L'Autorité compétente peut définir des critères appropriés permettant de désigner ces personnes et peut déterminer les tâches à leur confier.

2 "Employeur" désigne une personne physique ou morale qui emploie un ou plusieurs travailleurs participant à des activités de recyclage des navires.

3 "Navire existant" désigne un navire qui n'est pas un navire neuf.

4 "Navire neuf" désigne un navire :

.1 dont le contrat de construction est passé à la date d'entrée en vigueur de la Convention ou après cette date ; ou

.2 en l'absence d'un contrat de construction, dont la quille est posée ou dont la construction se trouve à un stade équivalent à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou six mois après cette date ; ou

.3 dont la livraison s'effectue à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention ou 30 mois après cette date.

5 "Installation nouvelle" désigne l'installation de systèmes, d'équipement, d'isolant ou autre matière ou matériau à bord d'un navire après la date à laquelle la Convention entre en vigueur.

6 "Conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace" désignent les conditions que remplit un espace qui satisfait aux critères ci-après :

.1 la teneur en oxygène de l'atmosphère et la concentration des vapeurs inflammables restent dans les limites de sécurité ;

.2 la concentration de matières toxiques dans l'atmosphère ne dépasse pas les limites admissibles ; et

.3 les résidus ou matières associés au travail autorisé par la personne compétente n'entraînent pas de dégagement incontrôlé de matières toxiques ni une concentration dangereuse de vapeurs inflammables dans l'atmosphère existante, dont la condition est maintenue conformément aux instructions.

7 "Conditions de sécurité en vue du travail à chaud" désignent les conditions que remplit un espace qui satisfait aux critères ci-après :

.1 il y existe des conditions sûres, qui ne présentent pas de risque d'explosion, y compris des conditions exemptes de gaz, pour l'utilisation d'une soudeuse à l'arc électrique ou au gaz, d'un outil de découpage ou d'un brûleur au chalumeau ou d'autres formes de flamme nue, de même que pour les opérations de chauffe, de meulage ou génératrices d'étincelles;

.2 les conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace énoncées à la règle 1.6 sont réunies ;

.3 l'atmosphère existante ne changera pas par suite du travail à chaud ; et

.4 tous les espaces adjacents ont été nettoyés ou rendus inertes ou suffisamment traités pour éviter qu'un incendie ne se déclare ou ne se propage.

8 "Propriétaire du navire" désigne la personne ou les personnes ou la compagnie au nom de laquelle ou desquelles le navire est immatriculé ou, à défaut d'immatriculation, la personne ou les personnes ou la compagnie dont le navire est la propriété ou tout autre organisme ou personne, tel que l'armateur-gérant ou l'affrètement coque nue, auquel le propriétaire du navire a confié la responsabilité de l'exploitation du navire. Toutefois, dans le cas d'un navire appartenant à un État et exploité par une compagnie qui, dans cet État, est enregistrée comme étant l'exploitant du navire, le terme "propriétaire" désigne cette compagnie. Cette expression comprend également les acheteurs qui sont propriétaires du navire pour une période de temps limitée en attendant sa vente ou sa remise à une installation de recyclage de navires.

9 "Inspection sur place" désigne l'inspection de l'installation de recyclage des navires visant à confirmer l'état décrit par la documentation vérifiée.

10 "Avis d'achèvement" désigne une déclaration délivrée par l'installation de recyclage des navires pour confirmer que le recyclage du navire a été achevé conformément à la présente Convention.

11 "Navire-citerne" désigne un pétrolier tel que défini dans l'Annexe I de MARPOL ou un navire-citerne NLS tel que défini dans l'Annexe II de MARPOL.

12 "Travailleur" désigne toute personne qui s'acquitte de tâches, sur une base régulière ou temporaire, dans le cadre de relations de travail, y compris les sous-traitants.

## **Règle 2 - Applicabilité générale**

Sauf disposition expresse contraire, la conception, la construction, les visites, la délivrance des certificats, l'exploitation et le recyclage des navires doivent être effectués conformément aux dispositions de la présente Annexe.

## **Règle 3 - Rapport avec d'autres normes, recommandations et orientations**

Les Parties prennent des mesures pour appliquer les dispositions des règles de la présente Annexe, en tenant compte des normes, recommandations et orientations pertinentes et applicables élaborées par l'Organisation internationale du Travail et des normes, recommandations et orientations pertinentes et applicables mises au point dans le cadre de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

# **CHAPITRE 2 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX NAVIRES**

## **Partie A – Conception, construction, exploitation et entretien des navires**

### **Règle 4 - Réglementation des matières potentiellement dangereuses à bord des navires**

Conformément aux dispositions prescrites à l'appendice 1 de la présente Convention, chaque Partie :

.1 interdit et/ou limite l'installation ou l'utilisation des matières potentiellement dangereuses énumérées dans l'appendice 1 à bord des navires autorisés à battre son pavillon ou exploités sous son autorité; et

.2 interdit et/ou limite l'installation ou l'utilisation de ces matières à bord des navires se trouvant dans ses ports, chantiers navals, chantiers de réparation ou terminaux au large,

et prend des mesures efficaces pour veiller à ce que lesdits navires satisfassent à ces prescriptions.

### **Règle 5 - Inventaire des matières potentiellement dangereuses**

1 Chaque navire neuf doit avoir à bord un Inventaire des matières potentiellement dangereuses. L'Inventaire est vérifié soit par l'Administration, soit par toute personne ou organisme autorisé par elle, compte tenu des directives, y compris toutes les valeurs de seuil et les exemptions mentionnées dans ces directives, élaborées par l'Organisation. L'Inventaire est propre à chaque navire et ses caractéristiques minimales sont les suivantes :

.1 il recense, dans la Partie I, les matières potentiellement dangereuses qui sont énumérées dans les appendices 1 et 2 de la présente Convention et sont présentes dans la structure et l'équipement du navire, leur emplacement et leurs quantités approximatives ; et

.2 il précise que le navire satisfait aux dispositions de la règle 4.



2 Les navires existants doivent satisfaire autant que possible aux dispositions du paragraphe 1 au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, ou avant d'être recyclés si cette date est plus rapprochée, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation et du système harmonisé de visites et de délivrance des certificats de l'Organisation. Les matières potentiellement dangereuses énumérées dans l'appendice 1, au minimum, doivent être identifiées lors de l'établissement de l'Inventaire. Dans le cas des navires existants, il est établi un plan décrivant la vérification visuelle/par prélèvement d'échantillons sur la base de laquelle a été établi l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

3 La Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses doit être correctement tenue et mise à jour pendant toute la vie opérationnelle du navire afin de rendre compte des installations nouvelles contenant des matières potentiellement dangereuses énumérées dans l'appendice 2 et des modifications pertinentes apportées à la structure et à l'équipement du navire, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

4 Avant le recyclage, l'Inventaire doit, en plus de la Partie I correctement tenue et mise à jour, incorporer une Partie II pour les déchets d'exploitation et une Partie III pour les provisions de bord et doit être vérifié soit par l'Administration soit par la personne ou l'organisme autorisé par elle, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

## **Règle 6 - Procédure à suivre pour proposer des amendements aux appendices 1 et 2**

1 Toute Partie peut proposer de modifier l'appendice 1 et/ou l'appendice 2 conformément aux dispositions de la présente règle. La modification proposée est examinée au sein de l'Organisation en vertu de l'article 18.2 et de la présente règle.

2 Lorsque l'Organisation est saisie d'une proposition, elle la porte également à la connaissance de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales ayant conclu des accords avec l'Organisation et des organisations non gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès de l'Organisation et la met à leur disposition.

3 Le Comité charge un groupe technique constitué conformément à la règle 7 d'examiner les propositions soumises en vertu du paragraphe 1 de la présente règle.

4 Le groupe technique examine la proposition, ainsi que les données complémentaires, y compris les décisions adoptées par d'autres organisations internationales au sujet de leurs listes de matières ou de substances potentiellement dangereuses, qui pourraient être soumises par une entité intéressée, détermine s'il est prouvé que la matière potentiellement dangereuse en question est susceptible, dans le contexte de la présente Convention, d'avoir des effets dommageables significatifs sur la santé de l'homme ou l'environnement au point qu'il est justifié de modifier l'appendice 1 ou l'appendice 2 et fait rapport au Comité. À cet égard :

.1 l'examen effectué par le groupe technique doit comprendre :

.1.1 l'évaluation de la corrélation entre la matière potentiellement dangereuse en question et la probabilité, dans le contexte de la présente Convention, qu'elle ait des effets dommageables significatifs sur la santé de l'homme ou l'environnement,

sur la base des données soumises ou de toute autre donnée portée à la connaissance du groupe ;

.1.2 l'évaluation de la réduction du risque potentiel imputable aux mesures de contrôle proposées et à toute autre mesure de contrôle pouvant être envisagée par le groupe technique ;

.1.3 l'examen des informations disponibles sur les possibilités techniques d'application des mesures de contrôle ;

.1.4 l'examen des informations disponibles sur les autres effets produits par l'adoption desdites mesures de contrôle sur :

- l'environnement ;

- la santé et la sécurité, y compris celles des gens de mer et des travailleurs ; et

- la charge financière imposée au secteur des transports maritimes internationaux et aux autres branches d'activités concernées ;

.1.5 l'examen de la disponibilité de matières susceptibles de remplacer les matières potentiellement dangereuses à réglementer, y compris l'examen des risques potentiels présentés par les matières de remplacement ;

.1.6 l'examen des risques présentés par les matières potentiellement dangereuses pendant le processus de recyclage ; et

.1.7 l'examen de valeurs de seuil appropriées et de toute exemption utile ou nécessaire.

.2 Si le groupe technique constate que la matière potentiellement dangereuse en question est susceptible, dans le contexte de la présente Convention, d'avoir des effets dommageables significatifs sur la santé de l'homme ou l'environnement, l'absence de certitude scientifique absolue ne saurait être invoquée comme prétexte pour empêcher le groupe de procéder à l'évaluation de la proposition.

.3 Le groupe technique présente un rapport écrit, dans lequel il prend en considération chaque examen et évaluation visés à l'alinéa .1, étant entendu toutefois que le groupe technique peut décider de ne pas procéder aux examens et évaluations énumérés aux alinéas .1.2 à .1.7 s'il établit, après avoir procédé à l'évaluation visée à l'alinéa .1.1, que la proposition ne mérite pas un complément d'examen.

.4 Le rapport du groupe technique contient notamment une recommandation sur la question de savoir si des mesures de contrôle à l'échelle internationale en application de la présente Convention sont justifiées pour les matières potentiellement dangereuses en question, sur la pertinence des mesures de contrôle particulières suggérées dans la proposition détaillée ou sur d'autres mesures de contrôle qu'il juge plus appropriées.

5 Le Comité décide s'il y a lieu d'approuver une proposition d'amendement à l'appendice 1 ou à l'appendice 2 ou toute modification de cette proposition qui serait jugée

appropriée en tenant compte du rapport du groupe technique. Toute proposition d'amendement doit préciser la façon dont cet amendement s'applique aux navires auxquels ont été délivrés les certificats prévus par la présente Convention avant l'entrée en vigueur dudit amendement. S'il est établi dans le rapport que la matière potentiellement dangereuse en question est susceptible, dans le contexte de la présente Convention, d'avoir des effets dommageables significatifs sur la santé de l'homme ou l'environnement, l'absence de certitude scientifique absolue ne saurait être invoquée comme prétexte pour faire obstacle à la décision d'inscrire une matière potentiellement dangereuse sur la liste figurant à l'appendice 1 ou à l'appendice 2. La décision de ne pas approuver la proposition n'exclut pas la possibilité de soumettre une nouvelle proposition concernant une matière potentiellement dangereuse donnée au cas où de nouvelles informations apparaîtraient.

### **Règle 7 - Groupes techniques**

1 Le Comité, en application de la règle 6, peut constituer un ou plusieurs groupes techniques selon que de besoin. Le groupe technique est composé de représentants des Parties, des Membres de l'Organisation, de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales ayant conclu des accords avec l'Organisation et des organisations non gouvernementales bénéficiant du statut consultatif auprès de l'Organisation, qui devraient de préférence inclure des représentants d'établissements et de laboratoires ayant des connaissances spécialisées dans le devenir de l'environnement et les effets des substances, les effets toxicologiques, la biologie marine, la santé de l'homme, l'analyse économique, la gestion des risques, la construction des navires, le transport maritime international, la santé et la sécurité au travail ou d'autres domaines de compétence nécessaires pour passer objectivement en revue les mérites techniques d'une proposition.

2 Le Comité détermine le mandat, la structure, la composition et le mode de fonctionnement des groupes techniques. Ledit mandat contient des dispositions assurant la protection de toute information confidentielle qui pourrait être soumise. Les groupes techniques peuvent se réunir aussi souvent que nécessaire mais ils s'efforcent de mener leurs travaux par correspondance ou voie électronique ou autre moyen jugé approprié.

3 Seuls les représentants des Parties peuvent participer à l'élaboration des recommandations à adresser au Comité en application de la règle 6. Un groupe technique s'attache à obtenir l'unanimité des représentants des Parties. En l'absence d'unanimité, le groupe technique communique les points de vue minoritaires.

## **Partie B – Préparatifs en vue du recyclage des navires**

### **Règle 8 - Prescriptions générales**

Les navires destinés au recyclage :

.1 ne sont recyclés que dans des installations de recyclage des navires qui sont :

.1 autorisées conformément à la présente Convention ; et

- .2 pleinement autorisées à procéder à tout le recyclage dont le plan de recyclage du navire précise qu'il sera effectué par l'installation ou les installations de recyclage des navires identifiées ;
- .2 effectuent des opérations pendant la période précédant leur arrivée dans l'installation de recyclage des navires en vue de réduire au minimum la quantité de résidus de cargaison, de résidus de fuel-oil et de déchets restant à bord ;
- .3 s'ils sont des navires-citernes, arrivent à l'installation de recyclage des navires avec des citernes à cargaison et une ou plusieurs chambres des pompes dont l'état permet la délivrance d'un certificat attestant que les conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace ou du travail à chaud ou des deux sont remplies, conformément à la législation, à la réglementation et aux politiques nationales de la Partie sous la juridiction de laquelle l'installation de recyclage des navires est exploitée ;
- .4 fournissent à l'installation de recyclage des navires tous les renseignements disponibles à leur sujet aux fins de l'établissement du plan de recyclage du navire prescrit par la règle 9 ;
- .5 établissent l'Inventaire prescrit par la règle 5 ; et
- .6 sont certifiés être prêts pour le recyclage par l'Administration ou l'organisme reconnu par elle, avant que ne soit entreprise la moindre opération de recyclage.

### **Règle 9 - Plan de recyclage du navire**

L'installation ou les installations de recyclage des navires élaborent un plan de recyclage spécifique au navire avant toute opération de recyclage, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation. Le plan de recyclage du navire :

- .1 est élaboré compte tenu des renseignements fournis par le propriétaire du navire ;
- .2 est rédigé dans la langue acceptée par la Partie octroyant l'autorisation à l'installation de recyclage des navires et, si cette langue n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le plan de recyclage du navire est traduit dans l'une de ces langues, sauf si l'Administration juge que cela n'est pas nécessaire ;
- .3 inclut des renseignements au sujet notamment de la mise en place, du maintien et de la surveillance des conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace et du travail à chaud et sur la façon dont le type et la quantité de matières, y compris celles qui sont énumérées dans l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses, seront gérés ;
- .4 conformément à la déclaration faite en vertu de l'article 16.6, est approuvé soit expressément soit tacitement par l'Autorité compétente qui accorde l'autorisation à l'installation de recyclage des navires. L'Autorité compétente adresse par écrit à l'installation de recyclage des navires, au propriétaire du navire et à l'Administration un accusé de réception du plan de recyclage du navire dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent sa réception conformément à la règle 24. Par la suite :

.1 si une Partie exige l'approbation expresse du plan de recyclage du navire, l'Autorité compétente doit adresser par écrit à l'installation de recyclage des navires, au propriétaire du navire et à l'Administration notification de sa décision d'approuver ou de refuser le plan de recyclage du navire ; et

.2 si une Partie exige l'approbation tacite du plan de recyclage du navire, l'accusé de réception doit préciser la date à laquelle une période d'examen de 14 jours prend fin. L'Autorité compétente doit notifier par écrit à l'installation de recyclage des navires, au propriétaire du navire et à l'Administration, avant l'expiration de cette période de 14 jours, toute objection éventuelle à l'encontre du plan de recyclage du navire. Si aucune objection n'a été notifiée par écrit, le plan de recyclage du navire est réputé avoir été approuvé.

.5 une fois approuvé conformément au paragraphe .4, doit pouvoir être inspecté par l'Administration ou par tout inspecteur désigné ou organisme reconnu par elle ; et

.6 lorsque plusieurs installations de recyclage de navires sont utilisées, doit préciser les installations de recyclage des navires devant être utilisées et déterminer les activités de recyclage et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être exécutées dans chaque installation de recyclage des navires autorisée.

## **Partie C – Visites et délivrance des certificats**

### **Règle 10 – Visites**

1 Les navires auxquels s'applique la présente Convention doivent être soumis aux visites indiquées ci-après :

.1 une visite initiale avant la mise en service du navire ou avant la délivrance du certificat attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses. Elle permet de vérifier que la Partie I de l'Inventaire prescrit par la règle 5 satisfait aux prescriptions de la présente Convention;

.2 une visite de renouvellement effectuée à des intervalles déterminés par l'Administration, mais n'excédant pas cinq ans. Elle permet de vérifier que la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses prescrit par la règle 5 satisfait aux prescriptions de la présente Convention;

.3 une visite supplémentaire, générale ou partielle selon les circonstances, peut être effectuée à la demande du propriétaire à la suite d'un changement, d'un remplacement ou d'une réparation importante de la structure, de l'équipement, des systèmes, des installations, des aménagements et des matériaux. Elle permet de s'assurer que les changements, remplacements ou réparations importantes ont été effectués de telle sorte que le navire continue de satisfaire aux prescriptions de la présente Convention et que la Partie I de l'Inventaire a été modifiée comme il convient; et

.4 une visite finale avant la mise hors service du navire et avant le début de son recyclage. Elle permet de vérifier :

.1 que l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses prescrit par la règle 5.4 satisfait aux prescriptions de la présente Convention, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation ;

.2 que le plan de recyclage du navire prescrit par la règle 9 reprend bien les renseignements figurant dans l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses prescrit par la règle 5.4 et contient des renseignements sur la mise en place, le maintien et la surveillance des conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace et du travail à chaud ; et

.3 que l'installation ou les installations de recyclage des navires où le navire doit être recyclé possèdent une autorisation en cours de validité conforme à la présente Convention.

2 Les visites de navires aux fins de l'application des dispositions de la présente Convention sont effectuées par des agents de l'Administration, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation. L'Administration peut toutefois confier ces visites soit à des inspecteurs désignés à cet effet, soit à des organismes reconnus par elle.

3 Toute Administration qui désigne des inspecteurs ou reconnaît des organismes pour effectuer les visites décrites au paragraphe 2 doit au moins habiliter ces inspecteurs désignés ou organismes reconnus à :

.1 exiger qu'un navire soumis à une visite satisfasse aux dispositions de la présente Convention ; et

.2 effectuer des visites et des inspections à la requête des autorités appropriées d'un État du port qui est Partie.

4 Dans tous les cas, l'Administration intéressée est responsable de l'exécution complète et de l'efficacité de la visite et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour satisfaire à cette obligation.

5 Les visites initiales et de renouvellement devraient être harmonisées avec les visites prescrites par les autres instruments réglementaires de l'Organisation qui sont applicables.

### **Règle 11 - Délivrance des certificats et apposition d'un visa**

1 Un certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses est délivré soit par l'Administration, soit par une personne ou un organisme autorisé par elle, après l'achèvement d'une visite initiale ou de renouvellement concluante effectuée conformément à la règle 10, à tout navire auquel s'applique la règle 10, sauf dans le cas de navires existants, pour lesquels une visite initiale et une visite finale sont effectuées simultanément, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

2 Le certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses, qui est délivré en vertu du paragraphe 1, doit, à la demande du propriétaire du navire, être visé soit par l'Administration, soit par une personne ou un organisme autorisé par elle, à l'issue d'une visite supplémentaire concluante effectuée conformément à la règle 10.

3 Nonobstant la règle 14.2 et les prescriptions de la règle 10.1.2, lorsque la visite de renouvellement est achevée dans un délai de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement et jusqu'à une date qui ne soit pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

4 Lorsque la visite de renouvellement est achevée après la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement et jusqu'à une date qui ne soit pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant.

5 Lorsque la visite de renouvellement est achevée plus de trois mois avant la date d'expiration du certificat existant, le nouveau certificat est valable à compter de la date d'achèvement de la visite de renouvellement et jusqu'à une date qui ne soit pas postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

6 Si un certificat est délivré pour une période inférieure à cinq ans, l'Administration peut en proroger la période de validité au-delà de la date d'expiration pour la période maximale indiquée à la règle 10.1.2.

7 Si une visite de renouvellement a été achevée mais qu'un nouveau certificat ne peut pas être délivré ni être placé à bord du navire avant la date d'expiration du certificat existant, la personne ou l'organisme autorisé par l'Administration peut viser le certificat existant et ce certificat est accepté comme étant valable pour une période supplémentaire, laquelle n'est pas postérieure de plus de cinq mois à la date d'expiration.

8 Si, à la date d'expiration d'un certificat, le navire ne se trouve pas dans un port dans lequel il doit subir une visite, l'Administration peut proroger la période de validité du certificat mais cette prorogation ne doit être accordée que pour permettre au navire d'achever son voyage vers le port dans lequel il doit être visité et ce, uniquement dans le cas où cette mesure semble opportune et raisonnable. Aucun certificat ne doit être prorogé pour une période supérieure à trois mois et un navire auquel une prorogation est accordée ne doit pas, après son arrivée dans le port dans lequel il doit être visité, être autorisé, en vertu de cette prorogation, à quitter ce port sans qu'un nouveau certificat lui ait été délivré. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à une date qui ne doit pas être postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant l'octroi de la prorogation.

9 Un certificat délivré à un navire effectuant des voyages courts qui n'a pas été prorogé en vertu des dispositions précédentes de la présente règle peut être prorogé par l'Administration pour une période de grâce ne dépassant pas d'un mois la date d'expiration indiquée sur ce certificat. Lorsque la visite de renouvellement est achevée, le nouveau certificat est valable jusqu'à une date qui ne doit pas être postérieure de plus de cinq ans à la date d'expiration du certificat existant avant l'octroi de la prorogation.

10 Dans certains cas particuliers déterminés par l'Administration, il n'est pas nécessaire que le nouveau certificat porte la date d'expiration du certificat existant comme le prescrivent les paragraphes 4, 8 ou 9 de la présente règle. Dans ces cas particuliers, le nouveau certificat est valable jusqu'à une date qui ne doit pas être postérieure de plus de cinq ans à la date d'achèvement de la visite de renouvellement.

11 Un certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage est délivré soit par l'Administration, soit par une personne ou un organisme autorisé par elle, après l'achèvement d'une visite finale concluante effectuée conformément aux dispositions de la règle 10, aux navires auxquels s'applique la règle 10, compte tenu de l'autorisation donnée à l'installation de recyclage des navires et des directives élaborées par l'Organisation.

12 Un certificat délivré sous l'autorité d'une Partie doit être accepté par les autres Parties et être considéré, à toutes les fins visées par la présente Convention, comme ayant la même validité qu'un certificat délivré par elles. Les certificats doivent être délivrés ou visés soit par l'Administration, soit par un agent ou organisme dûment autorisé par elle. Dans tous les cas, l'Administration assume l'entière responsabilité du certificat.

### **Règle 12 - Délivrance d'un certificat ou apposition d'un visa par une autre Partie**

1 À la demande de l'Administration, une autre Partie peut faire visiter un navire et, si elle considère que les dispositions de la présente Convention sont respectées, elle délivre un certificat au navire ou autorise sa délivrance et, le cas échéant, appose un visa ou autorise son apposition sur le certificat que détient le navire, conformément à la présente Annexe.

2 Une copie du certificat et une copie du rapport de la visite doivent être transmises dès que possible à l'Administration qui a demandé que la visite soit effectuée.

3 Un certificat ainsi délivré doit comporter une déclaration attestant qu'il a été délivré à la requête de l'Administration et il a la même valeur et est accepté dans les mêmes conditions qu'un certificat délivré par l'Administration.

4 Aucun certificat ne doit être délivré à un navire autorisé à battre le pavillon d'un État qui n'est pas un État Partie.

### **Règle 13 - Modèle des certificats**

Les certificats doivent être établis dans une langue officielle de la Partie qui les délivre, selon les modèles qui figurent aux appendices 3 et 4. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le texte doit comporter une traduction dans l'une de ces langues. L'Administration peut toutefois établir le certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses uniquement dans une langue officielle de la Partie qui délivre le certificat, dans le cas des navires qui n'effectuent pas de voyages à destination de ports ou de terminaux au large relevant de la juridiction d'autres Parties à la présente Convention, et le certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage uniquement dans une langue officielle de la Partie qui le délivre, dans le cas des navires recyclés dans des installations relevant de la juridiction de ladite Partie.

### **Règle 14 - Durée et validité des certificats**

1 Un certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses délivré en vertu de la règle 11 ou 12 cesse d'être valable dans l'un quelconque des cas suivants :



.1 si l'état du navire ne correspond pas en substance aux indications du certificat, et notamment si la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses n'est pas correctement tenue et mise à jour afin de rendre compte des modifications apportées à la structure et à l'équipement du navire, conformément aux directives élaborées par l'Organisation ;

.2 si le navire passe sous le pavillon d'un autre État. Un nouveau certificat ne doit être délivré que si la Partie délivrant le nouveau certificat a la certitude que le navire satisfait aux prescriptions de la règle 10. Dans le cas d'un transfert de pavillon entre Parties, si la demande lui en est faite dans un délai de trois mois à compter du transfert, la Partie dont le navire était autorisé précédemment à battre pavillon adresse dès que possible à l'Administration des copies des certificats dont le navire était pourvu avant le transfert, ainsi que des copies des rapports de visite pertinents, le cas échéant ;

.3 si la visite de renouvellement n'est pas achevée dans les délais indiqués dans les règles 10.1 et 11 ; ou

.4 si les visas prévus aux termes de la règle 11 ou de la règle 12 n'ont pas été apposés sur le certificat.

2 Un certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses est délivré pour une période dont la durée est fixée par l'Administration, sans que cette durée ne dépasse cinq ans.

3 Un certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage est délivré pour une période spécifiée par l'Administration, qui ne dépasse pas trois mois.

4 Un certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage délivré en vertu de la règle 11 ou 12 cesse d'être valable si l'état du navire ne correspond pas en substance aux indications du certificat.

5 Le certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage peut être prorogé par l'Administration ou par une personne ou un organisme autorisé par elle pour un voyage unique direct jusqu'à l'installation de recyclage des navires.

## CHAPITRE 3 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS DE RECYCLAGE DES NAVIRES

### **Règle 15 - Réglementation relative aux installations de recyclage des navires**

1 Chaque Partie édicte toute législation, tout règlement et toute norme nécessaire pour garantir que les installations de recyclage des navires sont conçues, construites et exploitées d'une manière sûre et écologiquement rationnelle conformément aux dispositions de la présente Convention.

2 Chaque Partie met en place un mécanisme qui permet de donner une autorisation à des installations de recyclage des navires assortie des conditions voulues pour que ces installations de recyclage des navires satisfassent aux prescriptions de la présente Convention.

3 Chaque Partie met en place un mécanisme qui permet de garantir que les installations de recyclage des navires satisfont aux prescriptions du présent chapitre, y compris d'établir et d'utiliser efficacement des mesures d'inspection, de surveillance et d'exécution, notamment le droit d'entrer et de prélever des échantillons. Ce mécanisme peut inclure un programme de vérifications mené par l'Autorité ou les Autorités compétentes ou un organisme reconnu par la Partie, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation; les résultats de ces vérifications devraient être communiqués à l'Organisation.

4 Chaque Partie désigne une ou plusieurs Autorités compétentes et le point de contact unique auxquels l'Organisation, les Parties à la présente Convention et les autres entités intéressées doivent s'adresser en ce qui concerne les installations de recyclage des navires dont l'exploitation relève de la juridiction de ladite Partie.

### **Règle 16 - Autorisation donnée aux installations de recyclage des navires**

1 Les installations de recyclage des navires qui recyclent des navires auxquels s'applique la présente Convention ou des navires qui sont soumis au même traitement en vertu de l'article 3.4 doivent recevoir l'autorisation d'une Partie, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

2 L'autorisation doit être effectuée par l'Autorité ou les Autorités compétentes et doit inclure la vérification des documents requis par la présente Convention, ainsi qu'une inspection sur place. L'Autorité ou les Autorités compétentes peuvent toutefois confier cette tâche à des organismes reconnus par elles.

3 La Partie doit notifier à l'Organisation les conditions spécifiques de la délégation de son autorité à des organismes reconnus, ainsi que les responsabilités qu'elle leur confie, pour diffusion aux Parties. Dans chaque cas, l'Autorité ou les Autorités compétentes assument l'entière responsabilité de l'autorisation octroyée.

4 L'autorisation doit être établie selon le modèle figurant à l'appendice 5. Si la langue utilisée n'est ni l'anglais, ni l'espagnol, ni le français, le texte doit inclure une traduction dans l'une de ces langues.

5 L'autorisation est valable pour une période d'une durée spécifiée par la Partie qui ne dépasse pas cinq ans. La Partie doit déterminer les conditions dans lesquelles l'autorisation est accordée, retirée, suspendue, modifiée et renouvelée et doit les communiquer aux installations de recyclage des navires. Si une installation de recyclage de navires refuse une inspection par l'Autorité ou les Autorités compétentes ou l'organisme reconnu agissant en son/leur nom l'autorisation est suspendue ou retirée.

6 Si, à la suite d'incidents survenus ou de mesures prises dans l'installation de recyclage des navires, les conditions requises pour l'autorisation ne sont plus remplies, l'installation de recyclage des navires doit en informer l'Autorité ou les Autorités compétentes. L'Autorité ou les Autorités compétentes peuvent en conséquence décider de suspendre ou retirer l'autorisation ou exiger que l'installation de recyclage des navires prenne des mesures correctives.

### **Règle 17 - Prescriptions générales**

1 Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie mettent en place des systèmes, des procédures et des techniques de gestion qui ne présentent pas de risques pour la santé des travailleurs concernés ou la population au voisinage de l'installation de recyclage des navires et qui sont destinés à prévenir, à limiter, à réduire au minimum et dans la mesure où cela est possible dans la pratique, à éliminer les effets dommageables du recyclage des navires sur l'environnement, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

2 Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie, en ce qui concerne les navires auxquels s'applique la présente Convention ou les navires qui sont soumis au même traitement en vertu de l'article 3.4 :

.1 n'acceptent que les navires qui :

.1 respectent la présente Convention ; ou

.2 satisfont aux prescriptions de la Convention ;

.2 n'acceptent que les navires qu'elles sont autorisées à recycler ; et

.3 tiennent à disposition les documents qui fondent leur autorisation, s'ils sont demandés par un propriétaire de navire qui envisage d'y recycler un navire.

### **Règle 18 - Plan relatif à l'installation de recyclage des navires**

Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie établissent un plan relatif à l'installation de recyclage des navires. Ce plan est adopté par le comité de direction ou l'organe directeur approprié de la compagnie de recyclage et doit prévoir ce qui suit :

.1 une politique garantissant la sécurité des travailleurs et la protection de la santé et de l'environnement, y compris l'établissement d'objectifs visant à réduire au minimum et à éliminer dans la mesure où cela est possible dans la pratique les effets dommageables du recyclage des navires sur la santé de l'homme et l'environnement ;

.2 un système permettant d'assurer l'application des prescriptions énoncées dans la présente Convention, la réalisation des objectifs prévus dans la politique de la compagnie de recyclage et l'amélioration continue des procédures et des normes utilisées dans les opérations de recyclage des navires ;

.3 la définition des rôles et des responsabilités des employeurs et des travailleurs lors de l'exécution des opérations de recyclage des navires ;

.4 un programme d'information et de formation approprié pour les travailleurs, afin de garantir l'exploitation sûre et écologiquement rationnelle de l'installation de recyclage des navires ;

.5 un plan de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence ;

.6 un système de surveillance de l'exécution du recyclage des navires ;

.7 un système de tenue de registres montrant comment le recyclage des navires est exécuté;

.8 un système permettant de signaler les rejets, les émissions, les événements et les accidents portant atteinte, ou pouvant potentiellement porter atteinte, à la sécurité des travailleurs, à la santé de l'homme et à l'environnement ; et

.9 un système permettant de signaler les maladies professionnelles, accidents, lésions corporelles et autres effets dommageables pour la sécurité des travailleurs et la santé de l'homme,

compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

### **Règle 19 - Prévention des effets nocifs pour la santé de l'homme et l'environnement**

Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie doivent établir et appliquer des procédures visant à :

.1 prévenir les explosions, les incendies et autres risques en garantissant que des conditions et des procédures de sécurité en vue du travail à chaud sont mises en place, maintenues et surveillées du début à la fin du recyclage des navires ;

.2 éviter tout préjudice dû à des atmosphères dangereuses et autres conditions présentant des risques en s'assurant que des conditions et des procédures de sécurité sont mises en place, maintenues et surveillées dans les espaces des navires, y compris les espaces confinés et fermés, du début à la fin du recyclage des navires ;

.3 prévenir les autres accidents, maladies professionnelles et blessures ou autres effets nocifs pour la santé de l'homme et l'environnement ; et

.4 prévenir, du début à la fin du recyclage des navires, les déversements ou émissions qui risquent de porter atteinte à la santé de l'homme et/ou à l'environnement,

compte tenu des directives élaborées par l'Organisation.

### **Règle 20 - Gestion sûre et écologiquement rationnelle des matières potentiellement Dangereuses**

1 Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie doivent assurer, en toute sécurité et d'une manière écologiquement rationnelle, l'enlèvement de toutes les matières potentiellement dangereuses d'un navire qui possède les certificats ou visas prévus par la règle 11 ou 12. La ou les personnes responsables des opérations de recyclage et les travailleurs doivent avoir une bonne connaissance des prescriptions de la présente Convention qui se rapportent à leurs tâches et, en particulier, utiliser activement, avant et pendant l'enlèvement des matières potentiellement dangereuses, l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses et le plan de recyclage du navire.

2 Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie doivent s'assurer que toutes les matières potentiellement dangereuses répertoriées dans l'Inventaire sont identifiées, étiquetées, emballées et retirées dans toute la mesure du possible avant le

découpage par des travailleurs dûment formés et disposant d'un équipement approprié, compte tenu des directives élaborées par l'Organisation, en particulier :

- .1 les liquides, résidus et sédiments potentiellement dangereux ;
- .2 les substances ou objets contenant des métaux lourds tels que le plomb, le mercure, le cadmium et le chrome hexavalent ;
- .3 les peintures et revêtements qui sont hautement inflammables et/ou donnent lieu à des émanations toxiques ;
- .4 l'amiante et les matières et matériaux contenant de l'amiante ;
- .5 les PCB et les matières et matériaux contenant des PCB, en veillant à ce que l'utilisation de matériel produisant de la chaleur soit évitée pendant de telles opérations ;
- .6 les CFC et les halons ; et
- .7 les autres matières potentiellement dangereuses qui ne sont pas mentionnées ci-dessus et qui ne font pas partie de la structure du navire.

3 Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie doivent permettre et assurer la gestion sûre et écologiquement rationnelle de toutes les matières et de tous les déchets potentiellement dangereux enlevés des navires qui y sont recyclés. Il faut identifier des sites de gestion et d'élimination des déchets qui permettent de gérer ultérieurement ces matières d'une manière sûre et écologiquement rationnelle.

4 Tous les déchets issus de l'activité de recyclage doivent être entreposés à part des matériaux et de l'équipement recyclables, être étiquetés, être stockés dans des conditions appropriées qui ne posent aucun risque pour les travailleurs, la santé de l'homme ou l'environnement et être transférés uniquement dans une installation de gestion des déchets autorisée à les traiter et à les éliminer d'une manière sûre et écologiquement rationnelle.

### **Règle 21 - Préparation et intervention en cas de situation d'urgence**

Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie établissent et tiennent à jour un plan de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. Ce plan est établi compte tenu de l'emplacement et de l'environnement de l'installation de recyclage des navires, ainsi que de l'ampleur et de la nature des activités liées à chaque opération de recyclage de navires. Ce plan doit en outre :

- .1 garantir que l'équipement nécessaire est disponible, que les procédures à suivre en cas d'urgence sont en place et que des exercices sont organisés régulièrement ;
- .2 garantir que la communication de tous les renseignements nécessaires est prévue et que toutes les communications internes et la coordination requises sont en place pour protéger toutes les personnes et l'environnement en cas de situation d'urgence dans l'installation de recyclage des navires ;

.3 prévoir des moyens qui permettent de communiquer avec l'Autorité ou les Autorités compétentes pertinentes, les autorités locales et les services d'intervention d'urgence et de leur fournir des renseignements ;

.4 prévoir des secours d'urgence et une assistance médicale, des procédures de lutte contre l'incendie et d'évacuation de toutes les personnes se trouvant dans l'installation de recyclage des navires, ainsi que des mesures de prévention de la pollution ; et

.5 assurer la communication de renseignements pertinents à tous les travailleurs de l'installation de recyclage des navires, à tous les niveaux et selon leurs compétences, et assurer leur formation, y compris des exercices réguliers sur les procédures de prévention, de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.

## **Règle 22 - Sécurité et formation des travailleurs**

1 Les installations de recyclage des navires autorisées par une Partie doivent garantir la sécurité des travailleurs en prenant notamment des mesures pour :

.1 assurer la disponibilité, l'entretien et l'utilisation des vêtements et de l'équipement de protection individuelle requis pour toutes les opérations de recyclage de navires ;

.2 veiller à ce que des programmes de formation permettent aux travailleurs d'exécuter en toute sécurité toutes les opérations de recyclage des navires qui leur sont confiées ; et

.3 veiller à ce que tous les travailleurs de l'installation de recyclage des navires aient été correctement formés et familiarisés avant d'exécuter une quelconque opération de recyclage de navire.

2 Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie doivent fournir un équipement de protection individuelle et veiller à ce qu'il soit utilisé pour les opérations qui le nécessitent, y compris :

.1 protection de la tête ;

.2 protection du visage et des yeux ;

.3 protection des mains et des pieds ;

.4 protection des voies respiratoires ;

.5 protection de l'ouïe ;

.6 protection contre la contamination radioactive ;

.7 protection contre les chutes ; et

.8 vêtements adaptés.

3 Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie peuvent coopérer pour assurer la formation des travailleurs. Compte tenu des directives élaborées par

l'Organisation, les programmes de formation prévus au paragraphe 1.2 de la présente règle doivent :

- .1 prendre en considération tous les travailleurs, y compris les sous-traitants, et les employés de l'installation de recyclage des navires ;
- .2 être exécutés par des personnes compétentes ;
- .3 assurer une formation initiale et des cours de perfectionnement à intervalles appropriés ;
- .4 prévoir d'évaluer ce que les participants ont compris et ont retenu de la formation ;
- .5 être passés en revue régulièrement et être modifiés si nécessaire ; et
- .6 être étayés par des documents.

### **Règle 23 - Compte rendu des incidents, accidents, maladies professionnelles et effets Chroniques**

1 Les installations de recyclage des navires ayant obtenu l'autorisation d'une Partie doivent signaler à l'Autorité ou aux Autorités compétentes tout incident, accident, maladie professionnelle ou effet chronique présentant ou pouvant présenter des risques pour la sécurité des travailleurs, la santé de l'homme et l'environnement.

2 Les comptes rendus doivent comprendre une description de l'incident, de l'accident, de la maladie professionnelle ou de l'effet chronique et en indiquer la cause et décrire les mesures prises et les conséquences et les mesures correctives à prendre.

## **CHAPITRE 4 – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION**

### **Règle 24 - Prescriptions relatives à la notification initiale et à l'établissement du rapport**

1 Un propriétaire de navires ayant l'intention de recycler un navire doit en informer l'Administration en temps voulu, par écrit, afin qu'elle puisse faire les préparatifs nécessaires pour les visites et la délivrance des certificats prescrites par la présente Convention.

2 Une installation de recyclage de navires qui se prépare à recevoir un navire à recycler le notifie en temps voulu, par écrit, à son Autorité ou ses Autorités compétentes. Cette notification inclut au minimum les caractéristiques suivantes du navire :

- .1 nom de l'État dont le navire est autorisé à battre le pavillon ;
- .2 date à laquelle le navire a été immatriculé dans cet État ;
- .3 numéro d'identification du navire (numéro OMI) ;

- .4 numéro de la coque au moment de la livraison du navire neuf ;
- .5 nom et type du navire ;
- .6 port où le navire est immatriculé ;
- .7 nom et adresse du propriétaire du navire, ainsi que le numéro OMI d'identification du propriétaire inscrit ;
- .8 nom et adresse de la compagnie, ainsi que le numéro OMI d'identification de la compagnie ;
- .9 nom de toutes les sociétés de classification auprès desquelles le navire est classé ;
- .10 principales caractéristiques du navire (longueur hors tout, largeur (hors membres), creux (sur quille), poids lège, jauges brute et nette et type de moteur et sa puissance) ;
- .11 Inventaire des matières potentiellement dangereuses ; et
- .12 projet de plan de recyclage du navire destiné à être approuvé en application de la règle 9.

3 Lorsque le navire destiné à être recyclé a obtenu le certificat international attestant qu'il est prêt pour le recyclage, l'installation de recyclage des navires informe l'Autorité ou les Autorités compétentes dont elle relève de la date à laquelle elle escompte commencer à recycler le navire. Cette notification doit être établie suivant le modèle figurant à l'appendice 6 et doit être accompagnée d'au moins une copie du certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage. Le recyclage du navire ne doit pas débiter tant que cette notification n'a pas été soumise.

### **Règle 25 - Notification de l'achèvement du recyclage**

Lorsque le recyclage partiel ou total du navire est achevé conformément aux prescriptions de la présente Convention, l'installation de recyclage des navires publie un avis d'achèvement et en informe l'Autorité ou les Autorités compétentes dont elle relève. Cette notification doit être établie suivant le modèle figurant à l'appendice 7. L'Autorité compétente adresse une copie de cet avis à l'Administration qui a délivré le certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage. L'avis doit être publié dans les 14 jours qui suivent la date d'achèvement du recyclage partiel ou total du navire conformément à son plan de recyclage et doit inclure un rapport sur les incidents et accidents qui auront pu porter atteinte à la santé de l'homme et/ou à l'environnement.



## APPENDICE 1

## RÉGLEMENTATION DES MATIÈRES POTENTIELLEMENT DANGEREUSES

<b>Matière potentiellement dangereuse</b>	<b>Définitions</b>	<b>Mesures de contrôle</b>
Amiante	Matériaux contenant de l'amiante	Dans le cas de tous les navires, il est interdit d'installer des matériaux neufs qui contiennent de l'amiante
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone	<p>"Substance qui appauvrit la couche d'ozone" désigne une substance réglementée, telle que définie au paragraphe 4 de l'article premier du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, 1987, qui figure sur la liste de l'Annexe A, B, C ou E dudit Protocole en vigueur à la date de l'application ou de l'interprétation de la présente Annexe.</p> <p>Les "substances qui appauvrissent la couche d'ozone" que l'on peut trouver à bord des navires comprennent, sans toutefois s'y limiter, les substances suivantes :</p> <p>Halon 1211 Bromochlorodifluorométhane  Halon 1301 Bromotrifluorométhane  Halon 2402 1,2-Dibromo-1,1,2,2-tétrafluoroéthane (également appelé Halon 114B2)  CFC-11 Trichlorofluorométhane  CFC-12 Dichlorodifluorométhane  CFC-113 1,1,2-Trichloro-1,2,2-trifluoroéthane  CFC-114 1,2-Dichloro-1,1,2,2-tétrafluoroéthane  CFC-115 Chloropentafluoroéthane</p>	Les installations nouvelles contenant des substances qui appauvrissent la couche d'ozone sont interdites à bord de tous les navires; toutefois, les installations nouvelles contenant des hydrochlorofluorocarbones (HCFC) sont autorisées jusqu'au 1er janvier 2020.
Polychlorobiphényles (PCB)	"Polychlorobiphényles" s'entend des composés aromatiques dont la structure est telle que les atomes d'hydrogène de la molécule de biphényle (deux cycles benzéniques reliés par une seule liaison carbone-carbone) peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à dix.	Dans le cas de tous les navires, il est interdit d'installer des matériaux neufs qui contiennent des polychlorobiphényles.

<b>Matière potentiellement dangereuse</b>	<b>Définitions</b>	<b>Mesures de contrôle</b>
Composés et systèmes antialissure	Composés et systèmes antialissure réglementés par l'Annexe I de la Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antialissure nuisibles sur les navires (Convention AFS) en vigueur à la date de l'application ou de l'interprétation de la présente Annexe.	<ol style="list-style-type: none"><li>1. Aucun navire ne doit appliquer des systèmes antialissure contenant des composés organostanniques en tant que biocide ni aucun autre système antialissure dont l'application ou l'utilisation est interdite par la Convention AFS.</li><li>2. Aucun navire neuf ni aucune installation nouvelle à bord de navires ne doit appliquer ou utiliser de composés ou systèmes antialissure d'une manière qui ne soit pas conforme à la Convention AFS.</li></ol>

**APPENDICE 2****LISTE DES ÉLÉMENTS DEVANT AU MOINS FIGURER DANS L'INVENTAIRE  
DES MATIÈRES POTENTIELLEMENT DANGEREUSES**

Toutes matières potentiellement dangereuses énumérées dans l'appendice 1
Cadmium et composés du cadmium
Chrome hexavalent et composés de chrome hexavalent
Plomb et composés du plomb
Mercure et composés du mercure
Biphényles polybromés (PBB)
Éthers diphényles polybromés (PBDE)
Naphtalènes polychlorés (plus de 3 atomes de chlore)
Matières radioactives
Certaines paraffines chlorées à chaîne courte (chloroalcanes C10-C13)

**APPENDICE 3****MODÈLE DE CERTIFICAT INTERNATIONAL ATTESTANT QUE LE NAVIRE  
POSSÈDE UN INVENTAIRE DES MATIÈRES POTENTIELLEMENT  
DANGEREUSES****CERTIFICAT INTERNATIONAL ATTESTANT QUE LE NAVIRE POSSÈDE UN  
INVENTAIRE DES MATIÈRES POTENTIELLEMENT DANGEREUSES**

(Note : Le présent certificat doit être accompagné de la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses).

*(Cachet officiel)*

*(État)*

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009 (ci-après dénommée "la Convention") au nom du Gouvernement :

.....  
*(Nom officiel complet du pays)*

par

.....  
*(Titre officiel complet de la personne ou de l'organisme autorisé  
en vertu des dispositions de la Convention)*

***Caractéristiques du navire***

Nom du navire	
Numéro ou lettres distinctifs	
Port d'immatriculation	
Jauge brute	
Numéro OMI	
Nom et adresse du propriétaire du navire	
Numéro OMI d'identification du propriétaire inscrit	
Numéro OMI d'identification de la compagnie	
Date de construction	

***Caractéristiques de la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses***

Numéro d'identification/de vérification de la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses : .....

Note : La Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses, telle que prescrite par la règle 5 de l'Annexe à la Convention, est une composante essentielle du certificat international attestant que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses et doit toujours accompagner ce certificat. La Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses devrait être établie conformément au modèle type figurant dans les directives élaborées par l'Organisation.

IL EST CERTIFIÉ :

1. que le navire a été visité conformément aux dispositions de la règle 10 de l'Annexe à la Convention; et
2. qu'à la suite de cette visite, il a été constaté que la Partie I de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses satisfaisait pleinement aux prescriptions applicables de la Convention.

Date d'achèvement de la visite sur la base de laquelle le présent certificat est délivré :  
..... (jj/mm/aaaa)

Le présent certificat est valable jusqu'au ..... (jj/mm/aaaa)

Délivré à

.....  
(Lieu de délivrance du certificat)

Le (jj/mm/aaaa) .....

Le (jj/mm/aaaa) .....  
(Date de délivrance)

.....  
(Signature de l'agent dûment  
autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**VISA DE PROROGATION DU CERTIFICAT, S'IL EST VALABLE POUR UNE  
DURÉE INFÉRIEURE À CINQ ANS, EN CAS D'APPLICATION  
DE LA RÈGLE 11.6\***

Le navire satisfait aux dispositions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle 11.6 de l'Annexe à la Convention, est accepté comme valable jusqu'au (jj/mm/aaaa) : .....

Signé : .....

*(Signature de l'agent dûment autorisé)*

Lieu : .....

Date : (jj/mm/aaaa) .....

*(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)*

**VISA APPOSÉ APRÈS ACHÈVEMENT DE LA VISITE DE RENOUVELLEMENT,  
EN CAS D'APPLICATION DE LA RÈGLE 11.7\***

Le navire satisfait aux dispositions pertinentes de la Convention et le présent certificat, conformément à la règle 11.7 de l'Annexe à la Convention, est accepté comme valable jusqu'au (jj/mm/aaaa) : .....

Signé : .....

*(Signature de l'agent dûment autorisé)*

Lieu : .....

Date : (jj/mm/aaaa) .....

*(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)*

---

\* Lors de la visite, une copie du présent visa doit être faite et être ajoutée au certificat si l'Administration le juge nécessaire.

**VISA DE PROROGATION DE LA VALIDITÉ DU CERTIFICAT JUSQU'À  
L'ARRIVÉE AU PORT DE VISITE OU POUR UNE PÉRIODE DE GRÂCE,  
EN CAS D'APPLICATION DE LA RÈGLE 11.8 OU 11.9\***

Le présent certificat, conformément à la règle 11.8 ou 11.9\*\* de l'Annexe à la Convention, est accepté comme valable jusqu'au (jj/mm/aaaa) : .....

Signé : .....  
(Signature de l'agent dûment autorisé)

Lieu : .....

Date : (jj/mm/aaaa) .....  
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**ATTESTATION DE VISITE SUPPLÉMENTAIRE\***

Lors d'une visite supplémentaire effectuée conformément à la règle 10 de l'Annexe à la Convention, il a été constaté que le navire satisfaisait aux dispositions pertinentes de la Convention.

Signé : .....  
(Signature de l'agent dûment autorisé)

Lieu : .....

Date : (jj/mm/aaaa) .....  
(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

---

\* Lors de la visite, une copie du présent visa/de la présente attestation doit être faite et ajoutée au certificat si l'Administration le juge nécessaire.

\*\* Biffer la mention inutile.

**APPENDICE 4****MODÈLE DE CERTIFICAT INTERNATIONAL ATTESTANT  
QUE LE NAVIRE EST PRÊT POUR LE RECYCLAGE****CERTIFICAT INTERNATIONAL ATTESTANT QUE LE NAVIRE  
EST PRÊT POUR LE RECYCLAGE**

(Note : Le présent certificat doit être accompagné de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses et du plan de recyclage du navire).

*(Cachet officiel)*

*(État)*

Délivré en vertu des dispositions de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009 (ci-après dénommée "la Convention") au nom du Gouvernement :

.....  
*(Nom officiel complet du pays)*

par .....

*(Titre officiel complet de la personne ou de l'organisme autorisé  
en vertu des dispositions de la Convention)*

***Caractéristiques du navire***

Nom du navire	
Numéro ou lettres distinctifs	
Port d'immatriculation	
Jauge brute	
Numéro OMI	
Nom et adresse du propriétaire du navire	
Numéro OMI d'identification du propriétaire inscrit	
Numéro OMI d'identification de la compagnie	
Date de construction	



***Caractéristiques de l'installation ou des installations de recyclage des navires***

Nom de l'installation de recyclage des navires	
Numéro d'identification distinctif de la compagnie de recyclage*	
Adresse complète	
Date d'expiration de l'autorisation	

\* Ce numéro se trouve dans l'autorisation de procéder au recyclage des navires.

***Caractéristiques de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses***

Numéro d'identification/de vérification de l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses : .....

Note : L'Inventaire des matières potentiellement dangereuses, tel que prescrit par la règle 5 de l'Annexe à la Convention, est une composante essentielle du certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage et doit toujours accompagner ce certificat. L'Inventaire des matières potentiellement dangereuses devrait être établi conformément au modèle figurant dans les directives élaborées par l'Organisation.

***Caractéristiques du plan de recyclage du navire***

Numéro d'identification/de vérification du plan de recyclage du navire : .....

Note : Le plan de recyclage du navire, tel que prescrit par la règle 9 de l'Annexe à la Convention, est une composante essentielle du certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage et doit toujours accompagner ce certificat.

IL EST CERTIFIÉ :

1 que le navire a été visité conformément aux dispositions de la règle 10 de l'Annexe à la Convention;

2 que le navire possède un Inventaire des matières potentiellement dangereuses en cours de validité conforme aux dispositions de la règle 5 de l'Annexe à la Convention;

3 que le plan de recyclage du navire prescrit par la règle 9 reprend bien les renseignements figurant dans l'Inventaire des matières potentiellement dangereuses prescrit par la règle 5.4 et contient des renseignements sur la mise en place, le maintien et la surveillance des conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace et du travail à chaud; et

4 que l'installation ou les installations de recyclage des navires où le présent navire doit être recyclé possèdent une autorisation en cours de validité conforme à la Convention.

Le présent certificat est valable jusqu'au (jj/mm/aaaa) .....  
(Date)

Délivré à .....  
(Lieu de délivrance du certificat)

Le (jj/mm/aaaa) .....  
(Date de délivrance) .....  
(Signature de l'agent dûment  
autorisé qui délivre le certificat)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**VISA DE PROROGATION DE LA VALIDITÉ DU CERTIFICAT JUSQU'À  
L'ARRIVÉE AU PORT DE L'INSTALLATION DE RECYCLAGE DES NAVIRES  
OU POUR UNE PÉRIODE DE GRÂCE, EN CAS D'APPLICATION DE LA RÈGLE  
14.5\***

Le présent certificat, conformément à la règle 14.5 de l'Annexe à la Convention, est accepté  
comme valable pour un voyage unique direct

du port de : .....

au port de : .....

Signé : .....  
*(Signature de l'agent dûment autorisé)*

Lieu : .....

Date : (jj/mm/aaaa) .....

*(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)*

---

\* Lors de la visite, une copie du présent visa doit être faite et être ajoutée au certificat si l'Administration le juge nécessaire.

**APPENDICE 5****MODÈLE D'AUTORISATION DONNÉE AUX INSTALLATIONS  
DE RECYCLAGE DES NAVIRES****Autorisation de procéder au recyclage de navires conformément aux prescriptions  
de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr  
et écologiquement rationnel des navires, 2009**

Délivrée en vertu des dispositions de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009 (ci-après dénommée "la Convention") au nom du Gouvernement :

.....  
(Nom officiel complet du pays)

par.....  
(Titre officiel complet de l'Autorité compétente en vertu de la Convention)

Nom de l'installation de recyclage des navires	
Numéro d'identification distinctif de la compagnie de recyclage	
Adresse complète de l'installation de recyclage des navires	
Principal point de contact	
Numéro de téléphone	
Courriel	
Nom, adresse et coordonnées de la société mère	
Langue(s) de travail	

Il est vérifié que l'installation de recyclage des navires a mis en place des systèmes, procédures et techniques de gestion conformes aux chapitres 3 et 4 de l'Annexe à la Convention.

La présente autorisation est valable jusqu'au ..... et est soumise aux restrictions énoncées dans le supplément joint.

La présente autorisation est susceptible d'être modifiée, suspendue, retirée ou renouvelée périodiquement conformément à la règle 16 de l'Annexe à la Convention.

Délivrée à .....  
(Lieu de délivrance de l'autorisation)

Le (jj/mm/aaaa) .....  
 (Date de délivrance)

.....  
 (Signature de l'agent dûment autorisé  
 qui délivre l'autorisation)

.....  
 (Nom et fonction, en caractères d'imprimerie, de l'agent dûment autorisé  
 qui délivre l'autorisation)

(Cachet ou tampon, selon le cas, de l'autorité)

**SUPPLÉMENT À :**  
**l'autorisation de procéder au recyclage de navires conformément à**  
**la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr**  
**et écologiquement rationnel des navires, 2009**

Notes :

1 La présente fiche doit être jointe en permanence à l'autorisation de procéder au recyclage des navires. L'autorisation doit pouvoir être consultée à tout moment à l'installation de recyclage des navires.

2 Les procédures, plans et autres documents fournis par l'installation de recyclage des navires et prescrits aux termes des conditions dans lesquelles l'autorisation a été délivrée doivent tous être disponibles dans la langue de travail de l'installation de recyclage des navires, ainsi qu'en anglais, en espagnol ou en français.

3 L'autorisation est soumise aux restrictions énoncées dans le présent supplément.

## 1 CONDITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Prescriptions de la Convention

L'installation de recyclage des navires est conçue, construite et exploitée d'une manière sûre et écologiquement rationnelle conformément aux prescriptions de la Convention et satisfait aux prescriptions pertinentes ci-après :

Règle 16 – Autorisation donnée aux installations de recyclage des navires

Règle 17 – Prescriptions générales

Règle 18 – Plan relatif à l'installation de recyclage des navires

Règle 19 – Prévention des effets nocifs pour la santé de l'homme et l'environnement

Règle 20 – Gestion sûre et écologiquement rationnelle des matières potentiellement dangereuses

Règle 21 – Préparation et intervention en cas de situation d'urgence

Règle 22 – Sécurité et formation des travailleurs

Règle 23 – Compte rendu des incidents, accidents, maladies professionnelles et effets chroniques

Règle 24 – Prescriptions relatives à la notification initiale et à l'établissement du rapport

Règle 25 – Notification de l'achèvement du recyclage

Ces prescriptions sont imposées à l'installation de recyclage des navires au moyen de  
 .....  
*(Indiquer le permis, la licence, l'autorisation, les normes juridiques ou autre mécanisme qui est applicable)*

Numéro d'identification/de vérification du plan relatif à l'installation de recyclage des navires .....

### **1.2 Acceptation des navires**

En ce qui concerne les navires auxquels la Convention s'applique et les navires soumis au même traitement en vertu de l'article 3.4 de la Convention, l'installation de recyclage des navires ne peut accepter un navire en vue de le recycler que conformément à la règle 17 de l'Annexe à la Convention.

### **1.3 Conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace et du travail à chaud**

L'installation de recyclage des navires est capable de mettre en place, maintenir et surveiller les conditions de sécurité en vue de l'entrée dans un espace et du travail à chaud tout au long du processus de recyclage des navires.

### **1.4 Gestion des matières potentiellement dangereuses**

L'installation de recyclage des navires est conçue, construite et exploitée et tenue de procéder à la gestion de toutes les matières potentiellement dangereuses d'une manière sûre et écologiquement rationnelle conformément à la Convention et à toutes les règles/prescriptions locales ou nationales pertinentes.

### **1.5 Carte et lieu des opérations de recyclage des navires**

Une carte indiquant les limites de l'installation de recyclage des navires et le lieu des opérations de recyclage des navires effectuées dans son enceinte est jointe.

## **2 CAPACITÉ DE L'INSTALLATION DE RECYCLAGE DES NAVIRES**

### **2.1 Dimensions des navires**

L'installation de recyclage des navires est autorisée à accepter de recycler un navire dont les dimensions ne dépassent pas les limites suivantes :

<b>Dimensions maximales</b>		<b>Autres restrictions</b>
Longueur		
Largeur		
Poids lège		

## 2.2 Gestion sûre et écologiquement rationnelle des matières potentiellement dangereuses

L'installation de recyclage des navires est autorisée à accepter de recycler un navire qui contient les matières potentiellement dangereuses mentionnées dans le tableau suivant sous réserve des conditions indiquées ci-après :

<b>Gestion des matières potentiellement</b>				
<b>Matière potentiellement dangereuse (*4)</b>	<b>Élimination O/N (*2)</b>	<b>Stockage O/N</b>	<b>Traitement (*1) O/N (*3)</b>	<b>Autorisation/ Restrictions</b>
Amiante				
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone				
Polychlorobiphényles (PCB)				
Composés et systèmes antisalissure				
Cadmium et composés du cadmium				
Chrome hexavalent et composés de chrome hexavalent				
Plomb et composés du plomb				
Mercure et composés du mercure				
Biphényles polybromés (PBB)				
Éthers diphényles polybromés (PBDE)				
Naphtalènes polychlorés (plus de 3 atomes de chlore)				
Matières radioactives				
Certaines paraffines chlorées à chaîne courte (chloroalcanes C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub> )				
Liquides, résidus et sédiments potentiellement dangereux				
Peintures et revêtements qui sont hautement inflammables et/ou donnent lieu à des émanations toxiques				
Autres matières potentiellement dangereuses qui ne sont pas				

mentionnées ci-dessus et qui ne font pas partie de la structure du navire (préciser)				
--	--	--	--	--

Notes : \*1 Par traitement, il faut entendre le traitement des matières potentiellement dangereuses dans l'installation de recyclage des navires, tel que :

- a. l'incinération des matières potentiellement dangereuses ;
- b. la récupération des matières potentiellement dangereuses ; et
- c. le traitement des résidus d'hydrocarbures.

\*2 Si oui (O), indiquer, dans le plan relatif à l'installation de recyclage des navires, le personnel responsable qui est autorisé à procéder à l'enlèvement, en précisant le numéro du certificat ou tout autre renseignement pertinent.

\*3 Si non (N), indiquer, dans le plan de recyclage du navire, le lieu où les matières potentiellement dangereuses vont être traitées/éliminées.

\*4 Ces matières potentiellement dangereuses sont mentionnées dans les appendices 1 et 2 et dans la règle 20 de la Convention.



## APPENDICE 6

**MODÈLE DE NOTIFICATION DU DÉBUT ESCOMPTÉ  
DU RECYCLAGE DU NAVIRE**

Le (La) .....  
(Nom de l'installation de recyclage des navires)

situé(e) à .....  
(Adresse complète de l'installation de recyclage des navires)

qui est autorisé(e), conformément aux prescriptions de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009 (ci-après dénommée "la Convention"), à procéder au recyclage de navires au nom du Gouvernement :

.....  
(Nom officiel complet du pays)

ainsi qu'il est indiqué dans l'autorisation de procéder au recyclage de navires

délivrée à.....  
(Lieu de l'autorisation)

par .....  
(Titre officiel complet de l'Autorité compétente en vertu de la Convention)

le ..... (jj/mm/aaaa)  
(Date de délivrance)

Notifie par la présente que l'installation de recyclage des navires est prête à tous égards à entreprendre le recyclage du navire .....  
(Numéro IMO)

Le certificat international attestant que le navire est prêt pour le recyclage, qui a été délivré conformément aux dispositions de la Convention au nom du Gouvernement

.....  
(Nom officiel complet du pays)

par .....  
(Titre officiel complet de la personne ou de l'organisme reconnu autorisé en vertu des dispositions de la Convention)

le (jj/mm/aaaa) .....  
(Date de délivrance)

est joint.

Signé .....

## APPENDICE 7

## MODÈLE D'AVIS D'ACHÈVEMENT DU RECYCLAGE DU NAVIRE

## AVIS D'ACHÈVEMENT DU RECYCLAGE DU NAVIRE

Le présent document est un avis d'achèvement du recyclage du navire

.....  
*(Nom du navire à son arrivée en vue d'être recyclé/au moment  
de la radiation de l'immatriculation)*

***Caractéristiques du navire à son arrivée en vue d'être recyclé***

Numéro ou lettres distinctifs	
Port d'immatriculation	
Jauge brute	
Numéro OMI	
Nom et adresse du propriétaire du navire	
Numéro OMI d'identification du propriétaire inscrit	
Numéro OMI d'identification du propriétaire de la compagnie	
Date de construction	

IL EST CONFIRMÉ :

que le navire a été recyclé conformément au plan de recyclage du navire dans le cadre de la Convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, 2009 (ci-après dénommée "la Convention") à

.....  
*(Nom et emplacement de l'installation de recyclage des navires autorisée)*

et que le recyclage du navire, tel que prescrit par la Convention, a été achevé le

..... (jj/mm/aaaa)  
*(Date d'achèvement)*

Délivré à .....  
*(Lieu de délivrance de l'avis d'achèvement)*

Le ..... (jj/mm/aaaa)  
*(Date de délivrance)*

.....  
*(Signature du propriétaire de l'installation de  
recyclage des navires ou d'un représentant  
agissant en son nom)*

## VERTALING

### BIJLAGE

## REGELS VOOR HET VEILIG EN MILIEUVRIENDELIJK

### RECYCLEN VAN SCHEPEN

(Vertaling)

#### HOOFDSTUK 1 - ALGEMENE BEPALINGEN

##### Regel 1 – Definities

In deze Bijlage wordt verstaan onder:

1 “Bevoegd persoon” een persoon met geschikte kwalificaties, opleiding en kennis, ervaring en voldoende bekwaamheden om de specifieke taken te vervullen. Meer in het bijzonder kan een bevoegd persoon een geschoold werknemer zijn of een aangestelde voor de beheersfuncties die in staat is de risico’s voor arbeidsongevallen, de gevaren en de blootstelling van de werknemers aan potentieel gevaarlijke stoffen of weinig veilige omstandigheden in een installatie voor scheepsrecycling te herkennen en die in staat is de beschermingsmaatregelen en de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de risico’s, gevaren of situaties te doen verdwijnen of te verminderen. De bevoegde Autoriteit kan de passende criteria bepalen die toestaan deze personen aan te wijzen en kan de taken bepalen die hun moeten worden toevertrouwd.

2 “Werkgever” een natuurlijk persoon of rechtspersoon die een of meer werknemers tewerkstelt die deelnemen aan activiteiten van scheepsrecycling.

3 “Bestaand schip” een schip dat geen nieuw schip is.

4 “Nieuw schip” een schip:

- .1 waarvan het bouwcontract is gesloten op de datum van inwerkingtreding van het Verdrag of na die datum; of
- .2 bij ontstentenis van een bouwcontract, waarvan de kiel is geplaatst of waarvan de bouw zich in een gelijkaardig stadium bevindt op de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag of zes maanden na die datum; of
- .3 waarvan de levering plaatsheeft op de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag of 30 maanden na die datum.

5 “Nieuwe installatie” de installatie van systemen, uitrustingen, isolatiemateriaal of andere stof of materiaal aan boord van een schip na de datum waarop het Verdrag in werking treedt.

6 “Veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte” de voorwaarden waaraan een ruimte beantwoordt die voldoet aan de onderstaande criteria:

- .1 het zuurstofgehalte van de atmosfeer en de concentratie van de ontvlambare dampen blijven binnen de veiligheidsgrenzen;
- .2 de concentratie van giftige stoffen in de atmosfeer overschrijdt niet de toelaatbare grenzen; en
- .3 de restanten of stoffen die verbonden zijn aan het werk dat door de bevoegde persoon wordt toegestaan, leiden niet tot een ongecontroleerde afgifte van giftige stoffen, noch tot een gevaarlijke concentratie van ontvlambare dampen in de bestaande atmosfeer, waarvan de toestand gehandhaafd blijft overeenkomstig de instructies.

7 “Veiligheidsvoorwaarden met het oog op heet werk” de voorwaarden waaraan een ruimte beantwoordt die voldoet aan de onderstaande criteria:

- .1 er bestaan veilige voorwaarden die geen risico voor explosie inhouden, met inbegrip van gasvrije voorwaarden, voor het gebruik van een elektrische of gasbooglasmachine, een snijmachine of een snijbrander of andere vormen van blote vlam, alsook voor de verhittings-, slijp- of vonkenverwekkende verrichtingen;
- .2 de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte, vermeld in regel 1.6 zijn vervuld;
- .3 de bestaande atmosfeer zal niet veranderen ten gevolge van het heet werk; en
- .4 alle aanpalende ruimten werden schoongemaakt of inert gemaakt of voldoende behandeld om te voorkomen dat een brand ontstaat of overslaat.

8 “Eigenaar van het schip” de persoon of personen of de maatschappij op wiens of wier naam het schip is geregistreerd of, bij ontstentenis van registratie, de persoon of personen of de maatschappij waarvan het schip eigendom is of elke andere organisatie of persoon, zoals de reder-manager of de rompbevrachter aan wie de eigenaar van het schip de verantwoordelijkheid voor de exploitatie van het schip heeft toevertrouwd. In het geval van een schip dat toebehoort aan een Staat en dat wordt geëxploiteerd door een maatschappij die in die Staat is geregistreerd als zijnde de exploitant van het schip, staat de term “eigenaar” voor die maatschappij. Deze uitdrukking omvat eveneens de kopers die eigenaar zijn van het schip voor een beperkte tijdsperiode in afwachting van de verkoop ervan of van de afgifte ervan aan een installatie voor scheepsrecycling.

9 “Inspectie ter plaatse” de inspectie van de installatie voor scheepsrecycling die beoogt de staat te bevestigen die door de gecontroleerde documentatie wordt beschreven.

10 “Bericht van voltooiing” een verklaring uitgereikt door de installatie voor scheepsrecycling om te bevestigen dat de recycling van het schip werd voltooid overeenkomstig dit Verdrag.

11 “Tankschip” een olietankschip zoals gedefinieerd in Bijlage I van MARPOL of een NLS-tankschip zoals gedefinieerd in Bijlage II van MARPOL.

12 “Werknemer” elke persoon die regelmatig of tijdelijk taken uitvoert in het kader van een arbeidsrelatie, met inbegrip van de onderaannemers.

**Regel 2 – Algemene toepasselijkheid**

Behoudens uitdrukkelijke andersluidende bepaling moeten het ontwerp, de bouw, de schouwingen, de afgifte van de certificaten, de exploitatie en het recyclen van schepen gebeuren overeenkomstig de bepalingen van deze Bijlage.

**Regel 3 – Verband met andere normen, aanbevelingen en richtsnoeren**

De Partijen nemen maatregelen om de bepalingen van de regels van deze Bijlage toe te passen, rekening houdend met de relevante en toepasselijke normen, aanbevelingen en richtsnoeren die zijn uitgewerkt door de Internationale Arbeidsorganisatie en met de relevante en toepasselijke normen, aanbevelingen en richtsnoeren die zijn opgesteld in het kader van het Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan.

**HOOFDSTUK 2 – VOORSCHRIFTEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE SCHEPEN****Deel A – Ontwerp, bouw, exploitatie en onderhoud van de schepen****Regel 4 – Reglementering van de potentieel gevaarlijke stoffen aan boord van de schepen**

Overeenkomstig de bepalingen voorgeschreven in aanhangsel 1 van dit Verdrag verbiedt en/of beperkt elke Partij:

- .1 de installatie of het gebruik van potentieel gevaarlijke stoffen die zijn opgesomd in aanhangsel 1 aan boord van schepen waaraan het is toegestaan haar vlag te voeren of die onder haar gezag worden geëxploiteerd ; en
- .2 de installatie of het gebruik van deze stoffen aan boord van de schepen die zich in haar havens, scheepswerven, scheepsreparatiewerven of laad- of losinrichting bevinden,

en neemt doeltreffende maatregelen om erop toe te zien dat genoemde schepen aan deze voorschriften voldoen.

**Regel 5 – Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen**

1 Elk nieuw schip moet aan boord een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen hebben. De Inventaris wordt gecontroleerd, hetzij door de Administratie, hetzij door elke door haar gemachtigde persoon of instelling, rekening houdend met de richtlijnen, met inbegrip van alle drempelwaarden en de vrijstellingen die zijn vermeld in die richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie. De Inventaris is eigen aan elk schip en hij bezit de volgende minimumkenmerken:

- .1 hij inventariseert in Deel I de potentieel gevaarlijke stoffen die zijn opgesomd in de aanhangsels 1 en 2 van dit Verdrag en die aanwezig zijn in de structuur en de uitrusting van het schip, de ligging en de benaderende hoeveelheden ervan; en
- .2 hij verduidelijkt dat het schip voldoet aan de bepalingen van regel 4.

2 De bestaande schepen moeten uiterlijk vijf jaar na de inwerkingtreding van dit Verdrag of alvorens te worden gerecycled indien deze datum eerder komt, zoveel mogelijk voldoen aan de bepalingen van paragraaf 1, rekening houdend met de richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie en van het geharmoniseerde systeem van schouwingen en afgifte van de certificaten van de Organisatie. Bij de opstelling van de Inventaris moeten minimaal de potentieel gevaarlijke stoffen worden geïdentificeerd die zijn opgesomd in aanhangsel 1. In het geval van de bestaande schepen wordt een plan opgesteld dat de visuele verificatie via monsterneming beschrijft op basis waarvan de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen werd opgesteld, rekeninghoudend met de richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie.

3 Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen moet tijdens de hele levensduur van het schip correct worden bijgehouden en bijgewerkt om verslag uit te brengen over de nieuwe installaties die potentieel gevaarlijke stoffen bevatten die zijn opgesomd in aanhangsel 2 en over de relevante wijzigingen die zijn aangebracht aan de structuur en de uitrusting van het schip, rekening houdend met de richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie.

4 Vóór de recycling moet de Inventaris, naast het correct bijgehouden en bijgewerkte Deel I een Deel II omvatten voor de exploitatieafvalstoffen en een Deel III voor de boordvoorraden en moet hij worden gecontroleerd hetzij door de Administratie, hetzij door de door haar gemachtigde persoon of instelling, rekening houdend met de richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie.

#### **Regel 6 – Procedure die moet worden gevolgd om wijzigingen voor te stellen aan de aanhangsels 1 en 2**

1 Elke Partij kan voorstellen aanhangsel 1 en/of aanhangsel 2 te wijzigen overeenkomstig de bepalingen van deze regel. De voorgestelde wijziging wordt binnen de Organisatie onderzocht krachtens artikel 18.2 en deze regel.

2 Wanneer bij de Organisatie een voorstel aanhangig wordt gemaakt, brengt zij dat eveneens ter kennis aan de Organisatie van de Verenigde Naties en haar gespecialiseerde instellingen, aan de intergouvernementele organisaties die met de Organisatie akkoorden hebben gesloten en aan de niet-gouvernementele organisaties die bij de Organisatie het raadgevend statuut genieten en stelt het te hunner beschikking.

3 Het Comité gelast een technische groep samengesteld overeenkomstig regel 7 de voorstellen te onderzoeken die zijn voorgelegd krachtens paragraaf 1 van deze regel.

4 De technische groep onderzoekt het voorstel, alsook de aanvullende gegevens, met inbegrip van de beslissingen die door andere internationale organisaties zijn aangenomen met betrekking tot hun lijsten van potentieel gevaarlijke stoffen of substanties, die zouden kunnen worden voorgelegd door een betrokken entiteit, bepaalt of het bewezen is dat de betrokken potentieel gevaarlijke stof in de context van dit Verdrag zodanige belangrijke schadelijke gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of het milieu dat het gerechtvaardigd is aanhangsel 1 of aanhangsel 2 te wijzigen en brengt verslag uit bij het Comité. In dit opzicht:

.1 moet het door de technische groep verrichte onderzoek de volgende bestanddelen omvatten:

.1.1 de evaluatie van de correlatie tussen de betrokken potentieel gevaarlijke stof en de waarschijnlijkheid, in de context van dit Verdrag,

dat zij belangrijke schadelijke gevolgen heeft voor de menselijke gezondheid of het milieu, op grond van de voorgelegde gegevens of van elk ander gegeven dat ter kennis van de groep is gebracht;

.1.2 de evaluatie van de vermindering van het potentiële risico die toe te schrijven is aan de voorgestelde controlemaatregelen en aan elke andere controlemaatregel die door de technische groep kan worden overwogen;

.1.3 het onderzoek van de beschikbare informatie betreffende de technische mogelijkheden om de controlemaatregelen toe te passen;

.1.4 het onderzoek van de beschikbare informatie betreffende de andere gevolgen van de aanneming van genoemde controlemaatregelen op:

- het milieu;
- de gezondheid en de veiligheid, met inbegrip van die van de zeelieden en van de werknemers; en
- de financiële kosten die worden opgelegd aan de sector van het internationale zeevervoer en aan de andere betrokken activiteitstakken;

.1.5 het onderzoek van de beschikbaarheid van stoffen die de te reglementeren potentieel gevaarlijke stoffen kunnen vervangen, met inbegrip van het onderzoek van de potentiële risico's die door de vervangingsstoffen worden gevormd;

.1.6 het onderzoek van de risico's die tijdens het recyclingproces door de potentieel gevaarlijke stoffen worden gevormd; en

.1.7 het onderzoek van de geschikte drempelwaarden en van elke nuttige of noodzakelijke vrijstelling.

.2 Indien de technische groep vaststelt dat de betrokken potentieel gevaarlijke stof, in de context van dit Verdrag, belangrijke schadelijke gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of het milieu, mag het ontbreken van absolute wetenschappelijke zekerheid niet worden aangevoerd als voorwendsel om de groep te verhinderen het voorstel te evalueren.

.3 De technische groep stelt een schriftelijk verslag voor, waarin zij rekening houdt met elk onderzoek en elke evaluatie bedoeld in het eerste lid, met dien verstande echter dat de technische groep kan beslissen niet over te gaan tot de onderzoeken en evaluaties opgesomd in de leden .1.2 tot .1.7 indien zij na te zijn overgegaan tot de evaluatie bedoeld in lid .1.1 vaststelt dat het voorstel geen aanvullend onderzoek verdient.

.4 Het verslag van de technische groep bevat onder meer een aanbeveling betreffende de vraag of controlemaatregelen op internationale schaal overeenkomstig dit Verdrag gerechtvaardigd zijn voor de betrokken potentieel gevaarlijke stoffen, betreffende de relevantie van de bijzondere controlemaatregelen die door het gedetailleerde voorstel worden gesuggereerd of betreffende andere controlemaatregelen die zij geschikter acht.

5 Het Comité beslist of een voorstel tot wijziging van aanhangsel 1 of van aanhangsel 2 of elke wijziging van dit voorstel die geschikt zou worden geacht rekening houdend met het verslag van de technische groep moet worden goedgekeurd. Elk wijzigingsvoorstel moet de wijze verduidelijken waarop deze wijziging van toepassing is op de schepen waaraan de door dit Verdrag voorziene certificaten werden uitgereikt vóór de inwerkingtreding van genoemde wijziging. Indien in het verslag wordt vastgesteld dat de betrokken potentieel gevaarlijke stof, in de context van dit Verdrag, belangrijke schadelijke gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of het milieu mag het ontbreken van absolute wetenschappelijke zekerheid niet worden aangevoerd als voorwendsel om de beslissing te beletten een potentieel gevaarlijke stof in te schrijven op de lijst die voorkomt in aanhangsel 1 of in aanhangsel 2. De beslissing het voorstel niet goed te keuren sluit niet de mogelijkheid uit een nieuw voorstel voor te leggen betreffende een gegeven potentieel gevaarlijke stof indien nieuwe informatie zou opduiken.

### **Regel 7 – Technische groepen**

1 Overeenkomstig regel 6 kan het Comité naar gelang van de behoefte een of meer technische groepen oprichten. De technische groep is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Partijen, van de Leden van de Organisatie, van de Organisatie van de Verenigde Naties en haar gespecialiseerde instellingen, van de intergouvernementele organisaties die met de Organisatie akkoorden hebben gesloten en van de niet-gouvernementele organisaties die bij de Organisatie het raadgevend statuut genieten, die bij voorkeur vertegenwoordigers van inrichtingen en van laboratoria moeten omvatten die een gespecialiseerde kennis bezitten van het lot van het milieu en van de gevolgen van de substanties, de toxicologische gevolgen, de mariene biologie, de menselijke gezondheid, de economische analyse, het risicobeheer, de scheepsbouw, het internationale zeevervoer, de gezondheid en de veiligheid op het werk of andere bevoegdheidsdomeinen die noodzakelijk zijn om de technische verdiensten van een voorstel objectief te beoordelen.

2 Het Comité bepaalt het mandaat, de structuur, de samenstelling en de werkwijze van de technische groepen. Het genoemde mandaat bevat bepalingen die de bescherming verzekeren van elke vertrouwelijke informatie die zou kunnen worden voorgelegd. De technische groepen kunnen zo vaak samenkomen als noodzakelijk maar zij moeten zich inspannen om hun werkzaamheden per briefwisseling of elektronisch of via elk ander geschikt geacht middel te voeren.

3 Enkel de vertegenwoordigers van de Partijen kunnen deelnemen aan de uitwerking van de aanbevelingen die aan het Comité moeten worden gericht overeenkomstig regel 6. Een technische groep legt zich toe op het verkrijgen van de eenparigheid van de vertegenwoordigers van de Partijen. Indien er geen eenparigheid wordt bereikt, deelt de technische groep de minderheidsstandpunten mee.

## **Deel B – Voorbereidingen met het oog op het recyclen van schepen**

### **Regel 8 – Algemene voorschriften**

De schepen die moeten worden gerecycled:

- .1 worden enkel gerecycled in de installaties voor scheepsrecycling die:



- .1 daartoe zijn gemachtigd overeenkomstig dit Verdrag; en
- .2 ten volle zijn gemachtigd om over te gaan tot de volledige recycling waarvan het recyclingplan van het schip verduidelijkt dat de recycling zal worden uitgevoerd door de geïdentificeerde installatie of de installaties voor scheepsrecycling;
- .2 voeren tijdens de periode die voorafgaat aan hun aankomst in de installatie voor scheepsrecycling, verrichtingen uit om de hoeveelheid ladingsrestanten, stookolierestanten en scheepsafval tot een minimum te beperken;
- .3 komen als het tankschepen betreft, in de installatie voor scheepsrecycling aan met ladingstanks en een of meer pompkamers waarvan de staat toestaat een certificaat uit te reiken waaruit blijkt dat de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte of heet werk of beide, zijn vervuld, overeenkomstig de wetgeving, de reglementering en de nationale beleidslijnen van de Partij onder wier jurisdictie de installatie voor scheepsrecycling wordt geëxploiteerd;
- .4 verstrekken aan de installatie voor scheepsrecycling alle informatie die over hen beschikbaar is met het oog op de opstelling van het recyclingplan van het schip, voorgeschreven door regel 9;
- .5 stellen de Inventaris op, voorgeschreven door regel 5; en
- .6 worden door de Administratie of de door haar erkende instelling klaar verklaard voor recycling, voordat enige recyclingverrichting wordt ondernomen.

### **Regel 9 – Recyclingplan van het schip**

Voordat enige recyclingverrichting wordt uitgevoerd, werken de installatie of installaties voor scheepsrecycling een recyclingplan uit dat specifiek is voor het schip, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt. Het recyclingplan voor het schip:

- .1 wordt uitgewerkt rekening houdend met de inlichtingen die door de eigenaar van het schip worden verstrekt;
- .2 wordt opgesteld in de taal die wordt aanvaard door de Partij die aan de installatie voor scheepsrecycling de machtiging verleent en indien deze taal noch het Engels, noch het Spaans, noch het Frans is, wordt het recyclingplan van het schip vertaald in een van die talen, behalve indien de Administratie oordeelt dat dit niet nodig is;
- .3 omvat met name inlichtingen betreffende de invoering, de handhaving van en het toezicht op de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte en heet werk en over de wijze waarop het type en de hoeveelheid stoffen, met inbegrip van die zijn opgesomd in de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen, zullen worden beheerd;
- .4 wordt overeenkomstig de verklaring die wordt gedaan krachtens artikel 16.6 hetzij uitdrukkelijk, hetzij stilzwijgend goedgekeurd door de bevoegde Autoriteit die aan de installatie voor scheepsrecycling de machtiging verleent. De bevoegde Autoriteit stuurt de installatie voor scheepsrecycling, de eigenaar van het schip en de Administratie binnen de drie (3) werkdagen na de ontvangst ervan een schriftelijke ontvangstbevestiging van het recyclingplan van het schip overeenkomstig regel 24. Vervolgens:
  - .1 indien een Partij de uitdrukkelijke goedkeuring eist van het recyclingplan van het schip, moet de bevoegde Autoriteit aan de

installatie voor scheepsrecycling, de eigenaar van het schip en de Administratie een schriftelijke kennisgeving sturen van haar beslissing het recyclingplan van het schip goed te keuren of te weigeren; en

.2 indien een Partij de stilzwijgende goedkeuring eist van het recyclingplan van het schip, moet de ontvangstbevestiging de datum verduidelijken waarop een onderzoeksperiode van 14 dagen eindigt. De bevoegde Autoriteit moet de installatie voor scheepsrecycling, de eigenaar van het schip en de Administratie, vóór het verstrijken van deze periode van 14 dagen, schriftelijk elk eventueel bezwaar tegen het recyclingplan van het schip kenbaar maken. Indien geen enkel bezwaar schriftelijk werd kenbaar gemaakt, wordt het recyclingplan van het schip geacht te zijn goedgekeurd.

.5 moet zodra het is goedgekeurd overeenkomstig paragraaf .4, kunnen worden gecontroleerd door de Administratie of door elke door haar aangewezen inspecteur of erkende instelling; en

.6 moet wanneer meerdere installaties voor scheepsrecycling worden gebruikt, de installaties voor scheepsrecycling identificeren die moeten worden gebruikt en de recyclingactiviteiten bepalen en de volgorde waarin die in elke toegestane installatie voor scheepsrecycling moeten worden uitgevoerd.

## **Deel C – Schouwingen en certificatie**

### **Regel 10 – Schouwingen**

1 De schepen waarop dit Verdrag van toepassing is, moeten worden onderworpen aan de volgende schouwingen:

- .1 een aanvangsschouwing vóór de indienstneming van het schip of vóór de afgifte van het certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit. Het maakt het mogelijk na te gaan of Deel I van de Inventaris voorgeschreven door regel 5, voldoet aan de voorschriften van dit Verdrag;
- .2 een hernieuwingsschouwing verricht met door de Administratie bepaalde tussenpozen, maar die niet langer zijn dan vijf jaar. Het maakt het mogelijk na te gaan dat Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen voorgeschreven door regel 5, voldoet aan de voorschriften van dit Verdrag;
- .3 een naar gelang van de omstandigheden algemene of gedeeltelijk bijkomende schouwing kan worden verricht op verzoek van de eigenaar ten gevolge van een wijziging, een vervanging of een belangrijke reparatie van de structuur, van de uitrusting, van de systemen, van de installaties, van de inrichtingen en van de materialen. Het maakt het mogelijk zich ervan te vergewissen of de wijzigingen, vervangingen of belangrijke reparaties op zodanige wijze gebeuren dat het schip blijft voldoen aan de voorschriften van dit Verdrag en dat Deel I van de Inventaris passend werd gewijzigd; en
- .4 een eindschouwing voordat het schip buiten dienst wordt gesteld en vóór het begin van de recycling ervan. Het maakt het mogelijk na te gaan of:

- .1 de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen die wordt voorgeschreven door regel 5.4 voldoet aan de voorschriften van dit Verdrag, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt;
- .2 het recyclingplan van het schip, voorgeschreven door regel 9 wel degelijk de inlichtingen bevat die voorkomen in de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen, voorgeschreven door regel 5.4 en inlichtingen bevat over de invoering, de handhaving van en het toezicht op de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte of heet werk; en
- .3 dat de installatie of installaties voor scheepsrecycling waar het schip moet worden gerecycled een geldige machtiging bezitten conform dit Verdrag.

2 De schouwingen van schepen met het oog op de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag worden verricht door ambtenaren van de Administratie, rekening houdend met de richtlijnen die zijn uitgewerkt door de Organisatie. De Administratie kan echter die schouwingen toevertrouwen ofwel aan daartoe aangewezen inspecteurs, ofwel aan door haar erkende instellingen.

3 Elke Administratie die inspecteurs aanstelt of instellingen erkent om de schouwingen te verrichten, beschreven in paragraaf 2, moet die aangewezen inspecteurs of erkende instellingen ten minste ertoe machtigen:

- .1 te eisen dat een aan een schouwing onderworpen schip voldoet aan de bepalingen van dit Verdrag; en
- .2 schouwingen en inspecties te verrichten op verzoek van de bevoegde autoriteiten van een Havenstaat die Partij is.

4 In alle gevallen is de betrokken Administratie verantwoordelijk voor de volledige uitvoering en voor de doeltreffendheid van de schouwing en verbindt ze zich ertoe de nodige maatregelen te nemen om aan deze verplichting te voldoen.

5 De aanvangs- en hernieuwingsschouwingen en de schouwingen die worden voorgeschreven door de andere reglementaire toepasselijke instrumenten van de Organisatie, zouden op elkaar moeten worden afgestemd.

### **Regel 11 –Certificatie en plaatsen van een visum**

1 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit, wordt uitgereikt ofwel door de Administratie, ofwel door een door haar gemachtigde persoon of instelling, na voltooiing van een afdoende aanvangs- of hernieuwingsschouwing overeenkomstig regel 10, van elk schip waarop regel 10 van toepassing is, behalve in het geval van bestaande schepen, waarvoor een aanvangsschouwing en een eindschouwing gelijktijdig worden verricht, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

2 Het internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit, dat wordt uitgereikt krachtens paragraaf 1, moet op verzoek van de eigenaar van het schip worden geviseerd ofwel door de Administratie, ofwel door een door

haar aangewezen persoon of instelling, na afloop van een afdoend bijkomend onderzoek verricht overeenkomstig regel 10.

3 Niettegenstaande regel 14.2 en de voorschriften van regel 10.1.2, wanneer de hernieuwingsschouwing wordt voltooid binnen een termijn van drie maanden vóór de vervaldatum van het bestaande certificaat, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de voltooiingsdatum van de hernieuwingsschouwing en tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de vervaldatum van het bestaande certificaat valt.

4 Wanneer de hernieuwingsschouwing wordt voltooid na de vervaldatum van het bestaande certificaat, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de voltooiingsdatum van de hernieuwingsschouwing en tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de vervaldatum van het bestaande certificaat valt.

5 Wanneer de hernieuwingsschouwing meer dan drie maanden vóór de vervaldatum van het bestaande certificaat wordt voltooid, is het nieuwe certificaat geldig vanaf de voltooiingsdatum van de hernieuwingsschouwing en tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de voltooiingsdatum van de hernieuwingsschouwing valt.

6 Indien een certificaat wordt uitgereikt voor een periode van minder dan vijf jaar, kan de Administratie de geldigheidsperiode ervan verlengen tot na de vervaldatum voor de maximumduur die is aangegeven in regel 10.1.2.

7 Indien een hernieuwingsschouwing werd voltooid maar noch een nieuw certificaat kan worden uitgereikt, noch een nieuw certificaat aan boord van het schip kan worden geplaatst vóór de vervaldatum van het bestaande certificaat, kan de door de Administratie gemachtigde persoon of instelling het bestaande certificaat viseren en dit certificaat wordt als geldig aanvaard voor een bijkomende periode, die niet langer mag duren dan vijf maanden na de vervaldatum.

8 Indien het schip zich op de vervaldatum van een certificaat niet in een haven bevindt waar het een schouwing moet ondergaan, kan de Administratie de geldigheidsperiode van het certificaat verlengen, maar deze verlenging mag maar worden toegekend om het schip toe te staan zijn reis te voltooien naar de haven waar het moet worden onderzocht en dit enkel indien deze maatregel opportuun en redelijk lijkt. Geen enkel certificaat mag worden verlengd voor een periode van meer dan drie maanden en een schip waaraan een verlenging wordt toegekend, mag na zijn aankomst in de haven waar het moet worden geschouwd, krachtens deze verlenging niet worden toegestaan die haven te verlaten zonder dat aan het schip een nieuw certificaat is uitgereikt. Wanneer de hernieuwingsschouwing is voltooid, is het nieuwe certificaat geldig tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de vervaldatum van het bestaande certificaat vooraleer de verlenging daarvan werd toegekend, mag vallen.

9 Een certificaat dat wordt uitgereikt aan een schip dat korte reizen maakt, dat niet werd verlengd krachtens de voorafgaande bepalingen van deze regel kan door de Administratie worden verlengd voor een respijttermijn die de op het certificaat vermelde vervaldatum niet met een maand overschrijdt. Wanneer de hernieuwingsschouwing is voltooid, is het nieuwe certificaat geldig tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de vervaldatum van het bestaande certificaat vooraleer de verlenging daarvan werd toegekend, mag vallen.

10 In sommige bijzondere gevallen die door de Administratie worden bepaald, is het niet nodig dat het nieuwe certificaat de vervaldatum van het bestaande certificaat vermeldt, zoals wordt voorgeschreven door de paragrafen 4, 8 en 9 van deze regel. In deze bijzondere gevallen is het nieuwe certificaat geldig tot een datum die niet meer dan vijf jaar na de voltooiingsdatum van de hernieuwingsschouwing mag vallen.

11 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled, wordt uitgereikt ofwel door de Administratie, ofwel door een door haar gemachtigde persoon of instelling, na de voltooiing van een afdoende eindschouwing verricht overeenkomstig de bepalingen van regel 10, van de schepen waarop regel 10 van toepassing is, rekening houdend met de machtiging die aan de installatie voor scheepsrecycling is verleend en met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

12. Een certificaat uitgereikt op gezag van een Partij moet door de andere Partijen worden aanvaard en voor alle doeleinden van dit Verdrag worden beschouwd als een certificaat met dezelfde rechtsgeldigheid als een certificaat dat door hen is uitgereikt. De certificaten moeten worden uitgereikt of geïssueerd, ofwel door de Administratie, ofwel door een naar behoren door haar gemachtigde agent of organisatie. De Administratie is in elk geval volledig aansprakelijk voor het certificaat.

### **Regel 12 – Uitreiking van een certificaat en plaatsing van een visum door een andere Partij**

1 Op verzoek van de Administratie kan een andere Partij een schip laten schouwen en indien zij van oordeel is dat de bepalingen van dit Verdrag worden nageleefd, reikt zij het schip een certificaat uit of machtigt zij de uitreiking ervan en plaatst zij in voorkomend geval een visum of machtigt zij de plaatsing ervan op het certificaat waarvan het schip houder is, overeenkomstig deze Bijlage.

2 Een kopie van het certificaat en een kopie van het schouwingsverslag moeten zo snel mogelijk worden bezorgd aan de Administratie die om de schouwing heeft verzocht.

3 Een op die wijze uitgereikt certificaat moet een verklaring bevatten waaruit blijkt dat het werd uitgereikt op verzoek van de Administratie en het heeft dezelfde waarde en wordt aanvaard op dezelfde voorwaarden als een door de Administratie uitgereikt certificaat.

4 Geen enkel certificaat moet worden uitgereikt aan een schip dat gerechtigd is de vlag te voeren van een Staat die geen Partij is bij dit Verdrag.

### **Regel 13 – Model van de certificaten**

De certificaten moeten worden opgesteld in een officiële taal van de Partij die ze uitreikt, volgens de modellen die voorkomen in de aanhangsels 3 en 4. Indien de gebruikte taal noch het Engels, noch het Spaans, noch het Frans is, moet de tekst een vertaling bevatten in een van die talen. De Administratie kan echter het internationale certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit, enkel opstellen in een officiële taal van de Partij die het certificaat uitreikt in het geval van schepen die geen reizen maken met als bestemming havens of laad- of losinrichtingen die onder de jurisdictie vallen van andere Partijen bij dit Verdrag en het internationale certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om

te worden gerecycled enkel in een officiële taal van de Partij die het uitreikt, in het geval van de schepen die worden gerecycled in de installaties die onder de jurisdictie van genoemde Partij vallen.

#### **Regel 14 – Duur en rechtsgeldigheid van de certificaten**

1 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit dat werd uitgereikt krachtens regel 11 of 12 houdt op rechtsgeldig te zijn in één van de volgende gevallen:

- .1 indien de staat van het schip in hoofdzaak niet overeenstemt met de vermeldingen van het certificaat en met name indien Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen niet correct wordt bijgehouden en bijgewerkt om verslag uit te brengen van de wijzigingen die zijn aangebracht aan de structuur en de uitrusting van het schip, overeenkomstig de door de Organisatie uitgewerkte richtlijnen;
- .2 indien het schip de vlag van een andere Staat gaat voeren. Er moet enkel een nieuw certificaat worden uitgereikt indien de Partij die het nieuwe certificaat uitreikt, de zekerheid heeft dat het schip voldoet aan de bepalingen van regel 10. In het geval van een overdracht van vlag tussen Partijen, zendt de Partij wier vlag het schip voordien gerechtigd was te voeren, indien de aanvraag wordt gedaan binnen een termijn van drie maanden vanaf de overdracht, zo snel mogelijk aan de Administratie kopieën van de certificaten waarvan het schip vóór de overdracht was voorzien, alsook eventueel kopieën van de relevante schouwingsverslagen;
- .3 indien het hernieuwingsschouwing niet wordt voltooid binnen de termijnen die zijn aangegeven in de regels 10.1 en 11; of
- .4 indien de visa voorzien volgens de bepalingen van regel 11 of 12 niet op het certificaat werden geplaatst.

2 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit, wordt uitgereikt voor een periode waarvan de duur door de Administratie wordt bepaald. Die duur mag echter niet langer zijn dan vijf jaar.

3 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled, wordt uitgereikt voor een door de Administratie bepaalde periode die niet langer mag zijn dan drie maanden.

4 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled, dat is uitgereikt krachtens regel 11 of 12, houdt op rechtsgeldig te zijn indien de staat van het schip in hoofdzaak niet overeenstemt met de vermeldingen van het certificaat.

5 Een internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled kan door de Administratie of door een door haar gemachtigde persoon of organisatie worden verlengd voor één enkele rechtstreekse reis tot de installatie voor scheepsrecycling.

## HOOFDSTUK 3 – VOORSCHRIFTEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE INSTALLATIES VOOR SCHEEPSRECYCLING

### **Regel 15 – Reglementering betreffende de installaties voor scheepsrecycling**

1 Elke Partij vaardigt wetgeving, reglementen en normen uit die noodzakelijk zijn om te garanderen dat de installaties voor scheepsrecycling op een veilige en milieuvriendelijke manier worden ontworpen, gebouwd en geëxploiteerd overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag.

2 Elke Partij voert een mechanisme in dat toestaat aan installaties voor scheepsrecycling een machtiging te verlenen die de passende voorwaarden omvat, opdat deze installaties voor scheepsrecycling zouden voldoen aan de voorschriften van dit Verdrag.

3 Elke Partij voert een mechanisme in dat toestaat te garanderen dat de installaties voor scheepsrecycling voldoen aan de voorschriften van dit hoofdstuk, inclusief het opstellen en het efficiënt gebruiken van de inspectie-, toezicht- en uitvoeringsmaatregelen, met name het recht de installaties te betreden en stalen te nemen. Dit mechanisme kan een controleprogramma omvatten dat uitgevoerd wordt door de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten of een door de Partij erkend orgaan, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt; de resultaten van deze controles zouden aan de Organisatie moeten worden meegedeeld.

4 Elke Partij wijst een of meer bevoegde Autoriteiten aan en het enige contactpunt tot wie de Organisatie, de Partijen bij dit Verdrag en de andere betrokken entiteiten zich moeten wenden wat de installaties voor scheepsrecycling betreft waarvan de exploitatie onder de jurisdictie van genoemde Partij valt.

### **Regel 16 – Machtiging verleend aan de installaties voor scheepsrecycling**

1 De installaties voor scheepsrecycling die schepen recyclen waarop dit Verdrag van toepassing is of schepen die aan dezelfde behandeling onderworpen worden krachtens artikel 3.4 moeten de machtiging krijgen van een Partij, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

2 De machtiging moet worden gegeven door de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten en moet de controle omvatten van de documenten die door dit Verdrag worden vereist, alsook een inspectie ter plaatse. De bevoegde Autoriteit of Autoriteiten kunnen deze taak echter toevertrouwen aan door hen erkende organisaties.

3 De Partij moet de Organisatie de specifieke voorwaarden van de delegatie van haar bevoegdheid aan erkende organisaties medelen, alsook de verantwoordelijkheden die zij hen toevertrouwt, met het oog op de verspreiding ervan onder de Partijen. De bevoegde Autoriteit of Autoriteiten zijn in elk geval volledig aansprakelijk voor de verleende machtiging.

4 De machtiging moet worden opgesteld overeenkomstig het model dat voorkomt in aanhangsel 5. Indien de gebruikte taal noch het Engels, noch het Spaans of het Frans is, moet de tekst een vertaling bevatten in een van die talen.

5 De machtiging is rechtsgeldig voor een periode waarvan de duur door de Partij wordt bepaald en die niet langer mag zijn dan vijf jaar. De Partij moet de voorwaarden bepalen waaronder de machtiging wordt verleend, ingetrokken, opgeschort, gewijzigd en hernieuwd en moet ze meedelen aan de installaties voor scheepsrecycling. Indien een installatie voor scheepsrecycling een inspectie door de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten of de erkende organisatie die in haar/hun naam handelt, weigert, wordt de machtiging opgeschort of ingetrokken.

6 Indien ten gevolge van incidenten die zich in de installaties voor scheepsrecycling hebben voorgedaan of maatregelen die daar werden genomen de voor de machtiging vereiste voorwaarden niet langer vervuld zijn, moet de installatie voor scheepsrecycling de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten daarvan op de hoogte stellen. De bevoegde Autoriteit of Autoriteiten kunnen dienovereenkomstig beslissen de machtiging op te schorten of in te trekken, of eisen dat de installatie voor scheepsrecycling corrigerende maatregelen treft.

### **Regel 17 – Algemene voorschriften**

1 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling voeren beheerssystemen, -procedures en -technieken in die geen risico's vormen voor de gezondheid van de betrokken werknemers of de bevolking in de buurt van de installatie voor scheepsrecycling en die bestemd zijn om de schadelijke gevolgen van de scheepsrecycling op het milieu te voorkomen, te beperken, tot het minimum te herleiden en voor zover dat in de praktijk haalbaar is, weg te werken, rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

2 Voor de door een Partij gemachtigd installaties voor scheepsrecycling geldt wat de schepen betreft waarop dit Verdrag van toepassing is of de schepen die krachtens artikel 3.4 onderworpen worden aan dezelfde behandeling, het volgende:

- .1 ze aanvaarden enkel schepen:
  - .1 die dit Verdrag naleven, of
  - .2 die voldoen aan de voorschriften van dit Verdrag;
- .2 ze aanvaarden enkel de schepen die zij mogen recyclen; en
- .3 zij houden de documenten waarop hun machtiging is gebaseerd, ter beschikking indien zij worden gevraagd door een scheepseigenaar die overweegt een schip te recyclen.

### **Regel 18 – Plan betreffende de installatie voor scheepsrecycling**

De door een Partij gemachtigd installaties voor scheepsrecycling stellen een plan op betreffende de installatie voor scheepsrecycling. Dit plan wordt goedgekeurd door het directiecomité of het passende leidende orgaan van het recyclingbedrijf en moet in het volgende voorzien:

- .1 een beleid dat de veiligheid van de werknemers en de bescherming van de gezondheid en van het milieu garandeert, met inbegrip van het opstellen van doelstellingen die beogen



de schadelijke gevolgen van het recyclen van schepen op de menselijke gezondheid en op het milieu tot het minimum te beperken en waar dat in de praktijk haalbaar is, weg te werken;

.2 een systeem dat toestaat de toepassing te verzekeren van de voorschriften die in dit Verdrag worden geformuleerd, de verwezenlijking van de doelstellingen die zijn bepaald in het beleid van het recyclingbedrijf en de voortdurende verbetering van de procedures en de normen die bij de scheepsrecyclingverrichtingen worden gebruikt;

.3 het bepalen van de rollen en van de verantwoordelijkheden van de werkgevers en werknemers bij de uitvoering van de scheepsrecyclingverrichtingen;

.4 een passend informatie- en opleidingsprogramma voor de werknemers om de veilige en milieuvriendelijke exploitatie van de installatie voor scheepsrecycling te verzekeren;

.5 een voorbereidings- en interventieplan voor noodsituaties;

.6 een plan betreffende het toezicht op de uitvoering van de scheepsrecycling;

.7 een systeem betreffende het bijhouden van registers die aantonen hoe de scheepsrecycling wordt uitgevoerd;

.8 een systeem dat toestaat de lozingen, de uitstoten, de evenementen en ongevallen te melden die de veiligheid van de werknemers, de menselijke gezondheid en het milieu aantasten of eventueel zouden kunnen aantasten; en

.9 een systeem dat toestaat de beroepsziekten, ongevallen, verwondingen en andere schadelijke gevolgen voor de veiligheid van de werknemers en de menselijke gezondheid te melden,

rekening houdend met de door de Organisatie uitgewerkte richtlijnen.

### **Regel 19 – Preventie van de schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid en het milieu**

De door een Partij gemachtigd installaties voor scheepsrecycling moeten procedures opstellen en toepassen die beogen:

.1 explosies, branden en andere risico's te voorkomen door te garanderen dat veiligheidsvoorwaarden en -procedures met het oog op heet werk worden ingevoerd, gehandhaafd en gecontroleerd vanaf het begin tot het einde van de scheepsrecycling;

.2 elk nadeel te vermijden dat verbonden is aan gevaarlijke atmosferen en andere omstandigheden die risico's inhouden door zich ervan te vergewissen dat veiligheidsvoorwaarden en -procedures worden ingevoerd, gehandhaafd en gecontroleerd in de ruimten van de schepen, met inbegrip van de afgesloten en gesloten ruimten vanaf het begin tot het einde van de scheepsrecycling;

.3 de andere ongevallen, beroepsziekten en verwondingen of andere schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid en het milieu te voorkomen; en

.4 vanaf het begin tot het einde van de scheepsrecycling de lozingen of uitstoten te voorkomen die dreigen schade te berokkenen aan de menselijke gezondheid en/of het milieu,

rekening houdend met de door de Organisatie uitgewerkte richtlijnen.

### **Regel 20 – Veilig en milieuvriendelijk beheer van de potentieel gevaarlijke stoffen**

1 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten in alle veiligheid en op een milieuvriendelijke manier de ophaling verzekeren van alle potentieel gevaarlijke stoffen van een schip dat de certificaten en visa bezit bepaald door regel 11 of 12. De verantwoordelijke of verantwoordelijken voor de recyclingverrichtingen en de werknemers moeten een goede kennis hebben van de voorschriften van dit Verdrag die verband houden met hun taken en vóór en tijdens de ophaling van de potentieel gevaarlijke stoffen in het bijzonder de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen en het recyclingplan van het schip actief gebruiken.

2 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten zich ervan vergewissen dat alle potentieel gevaarlijke stoffen die in de Inventaris zijn opgenomen, worden geïdentificeerd, geëtiketteerd, verpakt en in de mate van het mogelijke worden weggehaald voordat het schip in stukken wordt gezaagd door naar behoren opgeleide werknemers die beschikken over een geschikte uitrusting, rekening houdend met de door de Organisatie uitgewerkte richtlijnen, in het bijzonder:

- .1 potentieel gevaarlijke vloeistoffen, restanten en bezinksels;
- .2 substanties of voorwerpen die zware metalen bevatten zoals lood, kwik, cadmium en zeswaardig chroom;
- .3 verf en bekledingen die uiterst ontvlambaar zijn en/of aanleiding geven tot giftige uitwasemingen;
- .4 asbest en de stoffen en materialen die asbest bevatten;
- .5 PCB's en de stoffen en materialen die PCB's bevatten door erop toe te zien dat het gebruik van materiaal dat warmte produceert tijdens dergelijke verrichtingen, wordt vermeden;
- .6 CFK's en halonen; en
- .7 andere potentieel gevaarlijke stoffen die hierboven niet vermeld zijn en die geen deel uitmaken van de structuur van het schip.

3 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten het veilige en milieuvriendelijke beheer mogelijk maken en verzekeren van alle stoffen en van alle potentieel gevaarlijke afvalstoffen die worden weggehaald uit de schepen die er worden gerecycled. Men moet de sites identificeren waar de afvalstoffen worden beheerd en weggewerkt, wat het mogelijk maakt deze stoffen achteraf op een veilige en milieuvriendelijke manier te beheren.

4 Alle afvalstoffen die afkomstig zijn van de recyclingactiviteit, moeten afzonderlijk van de recycleerbare materialen en uitrusting worden opgeslagen, worden geëtiketteerd en gestockeerd in passende omstandigheden, die geen enkel risico vormen voor de werknemers, de menselijke gezondheid of het milieu en enkel worden overgebracht naar een installatie voor afvalbeheer die ze op een veilige en milieuvriendelijke manier mag behandelen en wegwerken.

### **Regel 21 – Voorbereiding en interventie in geval van een noodsituatie**

De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling stellen een voorbereidings- en interventieplan voor noodsituaties op en werken het bij. Dat plan wordt opgesteld rekening houdend met de locatie en de omgeving van de installatie voor scheepsrecycling, alsook met de omvang en de aard van de activiteiten die verbonden zijn aan elke scheepsrecyclingverrichting. Dat plan moet bovendien:

- .1 garanderen dat de noodzakelijke uitrusting beschikbaar is, dat de procedures die in een noodsituatie moeten worden gevolgd, voorhanden zijn en dat geregeld oefeningen worden georganiseerd;
- .2 garanderen dat in de mededeling van alle noodzakelijke inlichtingen is voorzien en dat alle interne mededelingen en de vereiste coördinatie voorhanden zijn om alle personen en het milieu te beschermen in geval van een noodsituatie in de installatie voor scheepsrecycling;
- .3 in middelen voorzien die toestaan met de relevante bevoegde Autoriteit of Autoriteiten, de plaatselijke autoriteiten en de hulpdiensten te communiceren en hen inlichtingen te verstrekken;
- .4 in dringende hulpverlening en medische bijstand, procedures inzake brandbestrijding en de evacuatie van alle personen die zich in de installatie voor scheepsrecycling bevinden, alsook maatregelen tot het voorkomen van verontreiniging voorzien; en
- .5 instaan voor het verstrekken van relevante informatie aan alle werknemers van de installatie voor scheepsrecycling, op alle niveaus en volgens hun bekwaamheden, en instaan voor hun opleiding, met inbegrip van geregelde oefeningen inzake de preventie-, voorbereidings- en interventieprocedures in noodsituaties.

### **Regel 22 – Veiligheid en opleiding van de werknemers**

1 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten de veiligheid van de werknemers garanderen door met name maatregelen te nemen om:

- .1 de beschikbaarheid, het onderhoud en het gebruik te verzekeren van kleding en van individuele beschermingsuitrusting die vereist is voor alle scheepsrecyclingverrichtingen;
- .2 ervoor te zorgen de werknemers dankzij opleidingsprogramma's alle scheepsrecyclingverrichtingen die hen worden toevertrouwd, in alle veiligheid kunnen uitvoeren; en

.3 ervoor te zorgen dat alle werknemers van de installatie voor scheepsrecycling correct werden opgeleid en vertrouwd gemaakt alvorens enige scheepsrecyclingverrichting uit te voeren.

2. De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten een individuele beschermingsuitrusting ter beschikking stellen en ervoor zorgen dat die wordt gebruikt bij de verrichtingen die dat vereisen, met inbegrip van:

- .1 hoofdbescherming;
- .2 bescherming van het aangezicht en van de ogen;
- .3 bescherming van handen en voeten;
- .4 bescherming van de luchtwegen;
- .5 bescherming van het gehoor;
- .6 bescherming tegen radioactieve besmetting;
- .7 bescherming tegen het vallen; en
- .8 aangepaste kleding.

3 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling kunnen samenwerken om de opleiding van de werknemers te verzekeren. Rekening houdend met de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt, moeten de in paragraaf 1.2 van deze regel voorziene opleidingsprogramma's;

- .1 alle werknemers in aanmerking nemen, met inbegrip van de onderaannemers en de werknemers van de installatie voor scheepsrecycling;
- .2 zijn uitgewerkt door bekwame personen;
- .3 een aanvangsopleiding en met passende tussenpozen vervolmakingscursussen verzekeren;
- .4 voorzien in een evaluatie van wat de deelnemers van de opleiding hebben begrepen en onthouden;
- .5 geregeld worden herzien en indien nodig worden gewijzigd; en
- .6 door documenten worden gestaafd.

### **Regel 23 – Verslag van de incidenten, ongevallen, beroepsziekten en chronische gevolgen**

1 De door een Partij gemachtigde installaties voor scheepsrecycling moeten aan de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten alle incidenten, ongevallen, beroepsziekten of chronische gevolgen

melden die risico's inhouden of kunnen inhouden voor de veiligheid van de werknemers, de menselijke gezondheid en het milieu.

2 De verslagen moeten een beschrijving omvatten van het incident, het ongeval, de beroepsziekte of het chronische gevolg en de oorzaak ervan aangeven en de genomen maatregelen, de gevolgen en de te nemen corrigerende maatregelen beschrijven.

## HOOFDSTUK 4 – VOORSCHRIFTEN INZAKE KENNISGEVING

### **Regel 24 – Voorschriften betreffende de oorspronkelijke kennisgeving en de opstelling van het verslag**

1 Een scheepseigenaar die het voornemen heeft een schip te recyclen moet de Administratie daarvan tijdig schriftelijk op de hoogte stellen, opdat zij de nodige voorbereidingen zou kunnen treffen voor de schouwingen en de uitreiking van de certificaten die door dit Verdrag worden voorgeschreven.

2 Een installatie voor scheepsrecycling die zich voorbereidt een te recyclen schip te ontvangen, geeft daarvan tijdig kennis aan haar bevoegde Autoriteit of Autoriteiten. Deze kennisgeving omvat ten minste de volgende kenmerken van het schip:

- .1 naam van de Staat onder wiens vlag het schip gerechtigd is te varen;
- .2 datum waarop het schip in die Staat werd geregistreerd;
- .3 identificatienummer van het schip (IMO-nummer);
- .4 nummer van de romp ten tijde van de levering van het nieuwe schip;
- .5 naam en type van het schip;
- .6 haven waar het schip is geregistreerd;
- .7 naam en adres van de eigenaar van het schip, alsook het IMO-identificatienummer van de ingeschreven eigenaar;
- .8 naam en adres van de maatschappij, alsook het IMO-identificatienummer van de maatschappij;
- .9 naam van alle classificatiemaatschappijen waarbij het schip is geclassificeerd;
- .10 voornaamste kenmerken van het schip (lengte over alles, breedte volgens de mal, holte (boven kiel), gewicht zonder lading, bruto- en nettotonnenmaat en soort motor en het vermogen ervan);
- .11 Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen; en
- .12 ontwerp van het recyclingplan van het schip bestemd om te worden goedgekeurd overeenkomstig regel 9.

3 Wanneer het schip dat bestemd is om te worden gerecycled, het internationaal certificaat heeft verkregen waaruit blijkt dat het klaar is om te worden gerecycled, deelt de installatie voor scheepsrecycling de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten waaronder zij ressorteert, de datum mee waarop zij verwacht met de recycling van het schip te kunnen beginnen. Deze kennisgeving moet worden opgesteld volgens het model dat voorkomt in aanhangsel 6 en vergezeld gaan van ten minste één kopie van het internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled. De recycling van het schip mag niet beginnen zolang deze kennisgeving niet werd voorgelegd.

### **Regel 25 – Kennisgeving van de voltooiing van de recycling**

Wanneer de gedeeltelijke of volledige recycling van het schip is voltooid overeenkomstig de voorschriften van dit Verdrag, publiceert de installatie voor scheepsrecycling een voltooiingsbericht en stelt ze de bevoegde Autoriteit of Autoriteiten waaronder zij ressorteert, daarvan in kennis. Deze kennisgeving moet worden opgesteld volgens het model dat voorkomt in aanhangsel 7. De bevoegde Autoriteit zendt een kopie van dit bericht naar de Administratie die het internationaal certificaat heeft uitgereikt waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled. Het bericht moet worden gepubliceerd binnen 14 dagen na de voltooiingsdatum van de gedeeltelijke of volledige recycling van het schip overeenkomstig zijn recyclingplan en moet een verslag bevatten over de incidenten en ongevallen die de menselijke gezondheid en/of het milieu zullen hebben kunnen aantasten.

**AANHANGSEL 1**

(Vertaling)

**REGLEMENTERING VAN DE POTENTIEEL GEVAARLIJKE STOFFEN**

<b>Potentieel gevaarlijke stof</b>	<b>Definitie</b>	<b>Controlemaatregelen</b>
Asbest	Materialen die asbest bevatten	Voor alle schepen is het verboden nieuwe materialen te installeren die asbest bevatten.
Stoffen die de ozonlaag afbreken	<p>“Stof die de ozonlaag afbreekt” staat voor een gereguleerde stof zoals bepaald in paragraaf 4 van artikel één van het Protocol van Montreal betreffende de stoffen die de ozonlaag afbreken, 1987, die voorkomt op de lijst van Bijlage A, B, C of E van genoemd Protocol die van kracht is op de datum van toepassing of van de interpretatie van deze Bijlage.</p> <p>De “stoffen die de ozonlaag afbreken” die men aan boord van schepen kan aantreffen omvatten, zonder echter daartoe beperkt te zijn, de volgende stoffen:</p> <p>Halon 1211 Broomchloordifluormethaan  Halon 1301 Broomtrifluormethaan  Halon 2402 1,2-Dibroom-1,1,2,2-tetrafluorethaan (ook Halon 114B2 genoemd)  CFK-11 Trichloorfluormethaan  CFK-12 Dichloordifluormethaan  CFK-113 1,1,2-Trichloor-1,2,2-trifluorethaan  CFK-114 1,2-Dichloor-1,1,2,2-tetrafluorethaan  CFK-115 Chloorpentafluormethaan</p>	De nieuwe installaties die stoffen bevatten die de ozonlaag afbreken zijn verboden aan boord van alle schepen; de nieuwe installaties die hydrochloorfluorkoolwaterstoffen (HCFK's) bevatten zijn toegelaten tot 1 januari 2020.
Polychloorbifenylen (PCB's)	“Onder “polychloorbifenylen” worden de aromatische componenten verstaan waarvan de structuur zo is dat de waterstofatomen van de bifenyilmolecule (twee benzeenringen verbonden door één enkele koolstof-koolstofverbinding) kunnen worden vervangen door een aantal chlooratomen, maximaal tien.	In het geval van alle schepen is het verboden nieuwe materialen te installeren die polychloorbifenylen bevatten.

<b>Potentieel gevaarlijke Stof</b>	<b>Definitie</b>	<b>Controlemaatregelen</b>
Aangroeiwerende verbindingen en systemen	Aangroeiwerende verbindingen en systemen gereguleerd door Bijlage I van de Internationale Conventie van 2001 inzake de controle op schadelijke aangroeiwerende systemen op schepen (AFS-Conventie) die van kracht is op de datum van toepassing of van de interpretatie van deze Bijlage.	<p>1. Geen enkel schip mag aangroeiwerende systemen toepassen die organische tinverbindingen bevatten als kiemdodend middel noch enig ander aangroeiwerend systeem waarvan de toepassing of het gebruik verboden is door de AFS-Conventie.</p> <p>2. Geen enkel nieuw schip noch enige nieuwe installatie aan boord van schepen mag aangroeiwerende verbindingen of systemen toepassen of gebruiken op een manier die niet conform de AFS-Conventie is.</p>



**AANHANGSEL 2**  
(Vertaling)

**LIJST VAN DE GEGEVENS DIE MINSTENS MOETEN VOORKOMEN IN DE  
INVENTARIS VAN DE POTENTIEEL GEVAARLIJKE STOFFEN**

Alle potentieel gevaarlijke stoffen, opgesomd in Aanhangsel 1
Cadmium en cadmiumverbindingen
Zeswaardig chroom en verbindingen van zeswaardig chroom
Lood en loodverbindingen
Kwik en kwikverbindingen
Polybroombifenylen (PBB's)
Polybroomdifenylethers (PBDE's)
Polychloornaftalenen (meer dan 3 chlooratomen)
Radioactieve stoffen
Bepaalde gechloreerde paraffines met een korte keten (chlooralkanen C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub> )

**AANHANGSEL 3**

(Vertaling)

**MODEL VAN INTERNATIONAAL CERTIFICAAT WAARUIT BLIJKT DAT HET SCHIP EEN INVENTARIS VAN POTENTIEEL GEVAARLIJKE STOFFEN BEZIT****INTERNATIONAAL CERTIFICAAT WAARUIT BLIJKT DAT HET SCHIP EEN INVENTARIS VAN POTENTIEEL GEVAARLIJKE STOFFEN BEZIT**

(Noot: Dit certificaat moet vergezeld gaan van Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen).

*(Officiële stempel)**(Staat)*

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009 (hierna “het Verdrag” genoemd) in naam van de Regering:

.....  
*(Volledige officiële naam van het land)*

door

.....  
*(Volledige officiële titel van de persoon of van de erkende organisatie gemachtigd krachtens de bepalingen van het Verdrag)*

***Kenmerken van het schip***

Naam van het schip	
Nummer of kenletters	
Haven van registratie	
Brutotonnenmaat	
IMO-nummer	
Naam en adres van de eigenaar van het schip	
IMO-identificatienummer van de ingeschreven eigenaar	
IMO-identificatienummer van de maatschappij	
Bouwdatum	

***Kenmerken van Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen***Identificatie-/controle-nummer van Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen:  
.....

Noot: Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen, zoals voorgeschreven door regel 5 van de Bijlage bij het Verdrag, is een wezenlijk bestanddeel van het internationale certificaat waaruit blijkt dat het schip een Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit en dat certificaat moet er altijd van vergezeld gaan. Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen zou moeten worden opgesteld overeenkomstig het typemodel dat voorkomt in de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

ER WORDT BEVESTIGD:

1. dat het schip werd geschouwd overeenkomstig de bepalingen van regel 10 van de Bijlage bij het Verdrag; en
2. dat ten gevolge van deze schouwing werd vastgesteld dat Deel I van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen volledig voldeed aan de toepasselijke voorschriften van het Verdrag.

Datum van voltooiing van de schouwing op basis waarvan dit certificaat wordt uitgereikt:  
.....(dd/mm/jjjj)

Dit certificaat is geldig tot ..... (dd/mm/jjjj)

Uitgereikt te  
.....*(Plaats van uitreiking van het certificaat)*

Op (dd/mm/jjjj) .....

*(Datum van uitreiking)**(Handtekening van de naar behoren  
gemachtigde ambtenaar die het certificaat  
uitreikt)**(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)*

**VISUM VAN VERLENGING VAN HET CERTIFICAAT, INDIEN HET GELDIG IS  
VOOR EEN DUUR VAN MINDER DAN VIJF JAAR INGEVAL VAN TOEPASSING  
VAN REGEL 11.6\***

Het schip voldoet aan de relevante bepalingen van het Verdrag en dit certificaat, overeenkomstig regel 11.6 van de Bijlage bij het Verdrag, wordt als rechtsgeldig aanvaard tot (dd/mm/jjjj):.....

Ondertekend: .....  
(*Handtekening van de naar behoren gemachtigde ambtenaar*)

Plaats: .....

Datum: (dd/mm/jjjj) .....  
(*Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is*)

**VISUM GEPLAATST NA VOLTOOIING VAN HET  
HERNIEUWINGSONDERZOEK,  
INGEVAL VAN TOEPASSING VAN REGEL 11.7\***

Het schip voldoet aan de relevante bepalingen van het Verdrag en dit certificaat, overeenkomstig regel 11.7 van de Bijlage bij het Verdrag, wordt als rechtsgeldig aanvaard tot (dd/mm/jjjj):.....

Ondertekend:.....  
(*Handtekening van de naar behoren gemachtigde ambtenaar*)

Plaats: .....

Datum: (dd/mm/jjjj).....  
(*Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is*)

---

\* Bij de schouwing moet van dit visum een kopie worden gemaakt en bij het certificaat worden gevoegd indien de Administratie dit noodzakelijk acht.

**VISUM VAN VERLENGING VAN DE GELDIGHEID VAN HET CERTIFICAAT  
TOT DE AANKOMST IN DE HAVEN VAN SCOUWING OF VOOR EEN  
RESPIJTTERMIJN, IN GEVAL VAN TOEPASSING VAN REGEL 11.8 OF 11.9\***

Dit certificaat, overeenkomstig regel 11.8 of 11.9\*\* van de Bijlage bij het Verdrag wordt als rechtsgeldig aanvaard tot (dd/mm/jjjj): .....

Ondertekend: .....  
(Handtekening van de naar behoren gemachtigde ambtenaar)

Plaats: .....

Datum: (dd/mm/jjjj).....  
(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

**ATTEST VAN BIJKOMENDE SCOUWING\***

Ter gelegenheid van een bijkomende schouwing verricht overeenkomstig regel 10 van de Bijlage bij het Verdrag, werd vastgesteld dat het schip voldeed aan de relevante bepalingen van het Verdrag.

Ondertekend: .....  
(Handtekening van de naar behoren gemachtigde ambtenaar)

Plaats: .....

Datum: (dd/mm/jjjj).....  
(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)

---

\* Bij de schouwing moet van dit visum een kopie worden gemaakt en bij het certificaat worden gevoegd indien de Administratie dit noodzakelijk acht.

\*\* Het overbodige schrappen.

**AANHANGSEL 4**

(Vertaling)

**MODEL VAN INTERNATIONAAL CERTIFICAAT WAARUIT BLIJKT  
DAT HET SCHIP KLAAR IS OM TE WORDEN GERECYCLED****INTERNATIONAAL CERTIFICAAT WAARUIT BLIJKT DAT HET SCHIP  
KLAAR IS OM TE WORDEN GERECYCLED**

(Noot: Dit certificaat moet vergezeld gaan van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen en van het recyclingplan van het schip).

*(Officiële stempel)**(Staat)*

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009 (hierna “het Verdrag” genoemd) in naam van de Regering:

.....  
*(Volledige officiële naam van het land)*

door

.....  
*(Volledige officiële titel van de persoon of van de organisatie gemachtigd krachtens de bepalingen van het Verdrag)*

***Kenmerken van het schip***

Naam van het schip	
Nummer of kenletters	
Haven van registratie	
Brutotonnenmaat	
IMO-nummer	
Naam en adres van de eigenaar van het schip	
IMO-identificatienummer van de ingeschreven eigenaar	
IMO-identificatienummer van de maatschappij	
Bouwdatum	

***Kenmerken van de installatie of van de installaties voor scheepsrecycling***

Naam van de installatie voor scheepsrecycling	
Specifiek identificatienummer van het recyclingbedrijf*	
Volledig adres	
Vervaldatum van de machtiging	

\* Dit nummer bevindt zich in de machtiging tot het recyclen van schepen.

***Kenmerken van de inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen***

Identificatie-/controlenummer van de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen:

.....

Noot: de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen, zoals voorgeschreven door regel 5 van de Bijlage bij het Verdrag, is een wezenlijk bestanddeel van het internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled en dat certificaat moet er altijd van vergezeld gaan. De Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen zou moeten worden opgesteld overeenkomstig het typemodel dat voorkomt in de richtlijnen die door de Organisatie zijn uitgewerkt.

***Kenmerken van het recyclingplan van het schip***

Identificatie-/controlenummer van het recyclingplan van het schip: .....

Noot: het recyclingplan van het schip, zoals voorgeschreven door regel 9 van de Bijlage bij het Verdrag, is een wezenlijk bestanddeel van het internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled en dat certificaat moet er altijd van vergezeld gaan.

ER WORDT VERKLAARD:

- 1 dat het schip werd onderzocht overeenkomstig de bepalingen van regel 10 van de Bijlage bij het Verdrag;
- 2 dat het schip een geldige Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen bezit overeenkomstig de bepalingen van regel 5 van de Bijlage bij het Verdrag;
- 3 dat het recyclingplan van het schip voorgeschreven door regel 9 wel degelijk de inlichtingen vermeldt die voorkomen in de Inventaris van potentieel gevaarlijke stoffen, voorgeschreven door regel 5.4 en inlichtingen bevat betreffende de invoering, het behoud van en het toezicht op de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte en van heet werk; en
- 4 dat de installatie of installaties voor scheepsrecycling waar dit schip moet worden gerecycled, een geldige machtiging bezitten overeenkomstig het Verdrag.

Dit certificaat is geldig tot (dd/mm/jjjj) .....  
*(Datum)*

Uitgereikt te .....  
*(Plaats van uitreiking van het getuigschrift)*

Op (dd/mm/jjjj) ..... ..

*(Datum van uitreiking)*

*(Handtekening van de naar behoren  
gemachtigde ambtenaar die het  
certificaat uitreikt)*

*(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)*



**VISUM VAN VERLENGING VAN DE GELDIGHEID VAN HET CERTIFICAAT TOT BIJ DE  
AANKOMST IN DE HAVEN VAN DE INSTALLATIE VOOR SCHEEPSRECYCLING OF VOOR EEN  
RESPIJTTERMIJN, IN GEVAL VAN TOEPASSING VAN REGEL 14.5\***

Dit certificaat, overeenkomstig regel 14.5 van de Bijlage bij het Verdrag, wordt als rechtsgeldig  
aanvaard voor één enkele rechtstreekse reis

van de haven van: .....

naar de haven van: .....

Ondertekend: .....

*(Handtekening van de naar behoren gemachtigde ambtenaar)*

Plaats: .....

Datum: (dd/mm/jjjj) .....

*(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)*

---

\* Bij schouwing moet van dit visum een kopie worden gemaakt en bij het certificaat worden gevoegd indien de Administratie dit noodzakelijk acht.

**AANHANGSEL 5**

(Vertaling)

**MODEL VAN MACHTIGING VERLEEND AAN DE INSTALLATIES  
VOOR SCHEEPSRECYCLING****Machtiging om over te gaan tot het recyclen van schepen overeenkomstig de  
voorschriften van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en  
milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009**

Uitgereikt krachtens de bepalingen van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009 (hierna “het Verdrag” genoemd) in naam van de Regering:

.....  
(Volledige officiële naam van het land)

door

.....  
(Volledige officiële titel van de krachtens het Verdrag bevoegde autoriteit)

Naam van de installatie voor scheepsrecycling	
Specifiek identificatienummer van het recyclingbedrijf	
Volledig adres van de installatie voor scheepsrecycling	
Voornaamste contactpunt	
Telefoonnummer	
E-mail	
Naam, adres en firmagegevens van de moedermaatschappij	
Werkta(a)l(en)	

Er wordt nagegaan of de installatie voor scheepsrecycling beheerssystemen, -procedures en -technieken heeft ingevoerd overeenkomstig de hoofdstukken 3 en 4 van de Bijlage bij het Verdrag.

Deze machtiging is rechtsgeldig tot ..... en is onderworpen aan de beperkingen vermeld in het bijgaande bijvoegsel.

Deze machtiging kan periodiek worden gewijzigd, opgeschort, ingetrokken of hernieuwd overeenkomstig regel 16 van de Bijlage bij het Verdrag.

Uitgereikt te .....  
(Plaats van uitreiking van de machtiging)

Op (dd/mm/jjjj) .....

*(Datum van uitreiking)*

.....

*(Handtekening van de naar  
behoren gemachtigde ambtenaar  
die de machtiging uitreikt)**(Naam en functie, in drukletters, van de naar behoren gemachtigde ambtenaar  
die de machtiging uitreikt)**(Zegel of stempel van de instantie, naar gelang wat van toepassing is)***BIJVOEGSEL BIJ:****De machtiging om over te gaan tot het recyclen van schepen overeenkomstig de  
voorschriften van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en  
milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009****Opmerkingen:**

- |   |  |
|---|--|
| 1 | Deze fiche moet steeds gevoegd zijn bij de machtiging om over te gaan tot het recyclen van schepen. De machtiging moet te allen tijde in de installatie voor scheepsrecycling kunnen worden geraadpleegd.  |
| 2 | De procedures, plannen en andere documenten die door de installatie voor scheepsrecycling worden verschaft en die zijn voorgeschreven volgens de bepalingen van de voorwaarden waarin de machtiging werd uitgereikt, moeten allemaal beschikbaar zijn in de werktal van de installatie voor scheepsrecycling, alsook in het Engels, het Spaans of het Frans. |
| 3 | De machtiging is onderworpen aan de beperkingen die in dit bijvoegsel zijn vermeld.  |

**1. ALGEMENE VOORWAARDEN****1.1 Voorschriften van het Verdrag**

De installatie voor scheepsrecycling is ontworpen, gebouwd en wordt geëxploiteerd op een veilige en milieuvriendelijke manier overeenkomstig de voorschriften van het Verdrag en voldoet aan de onderstaande toepasselijke voorschriften:

Regel 16 - Machtiging verleend aan de installaties voor scheepsrecycling

Regel 17 - Algemene voorschriften

Regel 18 - Plan betreffende de installatie voor scheepsrecycling

Regel 19 - Preventie van de schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid en het milieu

Regel 20 - Veilig en milieuvriendelijk beheer van de potentieel gevaarlijke stoffen

Regel 21 - Voorbereiding en interventie in geval van een noodsituatie

Regel 22 - Veiligheid en opleiding van de werknemers

Regel 23 - Verslag van de incidenten, ongevallen, beroepsziekten en chronische gevolgen

Regel 24 - Voorschriften betreffende de oorspronkelijke kennisgeving en de opstelling van het verslag

Regel 25 - Kennisgeving van de voltooiing van de recycling

Deze voorschriften worden aan de installatie voor scheepsrecycling opgelegd door middel van

.....  
*(De vergunning, de licentie, de machtiging, de juridische normen of andere mechanismen opgeven die van toepassing zijn)*

Identificatie-/controle-nummer van het plan betreffende de installatie voor scheepsrecycling  
.....

## **1.2 Aanvaarding van de schepen**

Wat de schepen betreft waarop het Verdrag van toepassing is en de schepen die aan dezelfde behandeling worden onderworpen krachtens artikel 3.4 van het Verdrag, kan de installatie voor scheepsrecycling een schip met het oog op het recyclen ervan slechts aanvaarden overeenkomstig regel 17 van de Bijlage bij het Verdrag.

## **1.3 Veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte en heet werk**

De installatie voor scheepsrecycling is in staat de veiligheidsvoorwaarden met het oog op het betreden van een ruimte en heet werk tijdens het hele proces van scheepsrecycling in te voeren, te handhaven en te controleren.

## **1.4 Beheer van de potentieel gevaarlijke stoffen**

De installatie voor scheepsrecycling is ontworpen, gebouwd en wordt geëxploiteerd voor het veilige en milieuvriendelijke beheer van alle potentieel gevaarlijke stoffen overeenkomstig het Verdrag en overeenkomstig alle relevante lokale of nationale regels/voorschriften.

## **1.5 Kaart en plaats van de scheepsrecyclingverrichtingen**

Een kaart met opgave van de grenzen van de installatie voor scheepsrecycling en van de plaats van de scheepsrecyclingverrichtingen die binnen de installatie worden uitgevoerd, is bijgevoegd.

# **2 CAPACITEIT VAN DE INSTALLATIE VOOR SCHEEPSRECYCLING**

## **2.1 Afmetingen van de schepen**

De installatie voor scheepsrecycling is gemachtigd een schip te recyclen waarvan de afmetingen de volgende limieten niet overschrijden:

Maximumafmetingen		Andere beperkingen
Lengte		
Breedte		
Gewicht onbeladen		

## 2.2 Veilig en milieuvriendelijk beheer van de potentieel gevaarlijke stoffen

De installatie voor scheepsrecycling is gemachtigd een schip te recyclen dat de potentieel gevaarlijke stoffen bevat die vermeld zijn in de volgende tabel, onder voorbehoud van de hierna opgegeven voorwaarden:

Beheer van de potentieel gevaarlijke stoffen				
Potentieel gevaarlijke stof (*4)	Wegwerking J/N (*2)	Opslag J/N (*3)	Behandeling (*1) J/N (*3)	Machtiging/ Beperkingen
Asbest				
Stoffen die de ozonlaag afbreken				
Polychloorbifenylen (PCB's)				
Aangroeiwerende verbindingen en systemen				
Cadmium en cadmiumverbindingen				
Zeswaardig chroom en verbindingen van zeswaardig chroom				
Lood en loodverbindingen				
Kwik en kwikverbindingen				
Polybroombifenylen (PBB's)				
Polybroomdifenylethers (PBDE's)				
Polychloornaftalenen (meer dan 3 chlooratomen)				
Radioactieve stoffen				

Bepaalde gechloreerde paraffines met een korte keten (chlooralkanen C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub> )				
Potentieel gevaarlijke vloeistoffen, restanten en bezinksels				
Verf en bekledingen die uiterst ontvlambaar zijn en/of aanleiding geven tot giftige uitwasemingen				
Andere potentieel gevaarlijke stoffen die hierboven niet vermeld zijn en die geen deel uitmaken van de structuur van het schip (verduidelijken)				

Opmerkingen: \*1 Onder behandeling moet de behandeling worden verstaan van de potentieel gevaarlijke stoffen in de installatie voor scheepsrecycling, zoals:

- a. de verbranding van de potentieel gevaarlijke stoffen;
- b. de terugwinning van de potentieel gevaarlijke stoffen;
- c. de behandeling van de koolwaterstofrestanten.

\*2 Indien ja (J) in het plan betreffende de installatie voor scheepsrecycling het verantwoordelijke personeel opgeven dat mag overgaan tot de ophaling, met opgave van het certificaatnummer of van elke andere relevante inlichting.

\*3 Indien neen (N) in het recyclingplan van het schip de plaats opgeven waar de potentieel gevaarlijke stoffen zullen worden behandeld/weggewerkt.

\*4 Deze potentieel gevaarlijke stoffen worden vermeld in de aanhangsels 1 en 2 en in regel 20 van het Verdrag.

**AANHANGSEL 6**

(Vertaling)

**MODEL VAN KENNISGEVING VAN HET VERWACHTE BEGIN  
VAN DE SCHEEPSRECYCLING**

De .....  
(*Naam van de installatie voor scheepsrecycling*)

gelegen te .....  
(*Volledig adres van de installatie voor scheepsrecycling*)

die overeenkomstig de voorschriften van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recycelen van schepen, 2009 (hierna “het Verdrag” genoemd”) bevoegd is om over te gaan tot het recycelen van schepen in naam van de Regering:

.....  
(*Volledige officiële naam van het land*)

zoals is aangegeven in de machtiging om over te gaan tot het recycelen van schepen

uitgereikt te .....  
(*Plaats van de machtiging*)

door .....  
(*Volledige officiële titel van de krachtens het Verdrag bevoegde autoriteit*)

op ..... (dd/mm/jjjj)  
(*Datum van uitreiking*)

Verklaart hierbij dat de installatie voor scheepsrecycling in alle opzichten klaar is om over te gaan tot het recycelen van het schip .....  
(*IMO-nummer*)

Het internationaal certificaat waaruit blijkt dat het schip klaar is om te worden gerecycled, dat werd uitgereikt overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag in naam van de Regering

.....  
(*Volledige officiële naam van het land*)

door .....  
(*Volledige officiële titel van de persoon of van de erkende organisatie gemachtigd krachtens de bepalingen van het Verdrag*)

op (dd/mm/jjjj)  
.....  
(*Datum van uitreiking*)

is bijgevoegd.

Ondertekend  
.....

**AANHANGSEL 7**

(Vertaling)

**MODEL VAN BERICHT VAN VOLTOOIING VAN DE SCHEEPSRECYCLING****BERICHT VAN VOLTOOIING VAN DE SCHEEPSRECYCLING**

Dit document is een bericht van voltooiing van de scheepsrecycling

.....  
*(Naam van het schip bij zijn aankomst om te worden gerecycled/op het ogenblik van de schrapping van de registratie)*

***Kenmerken van het schip bij zijn aankomst om te worden gerecycled***

Nummer of kenletters	
Haven van registratie	
Brutotonnenmaat	
IMO-nummer	
Naam en adres van de eigenaar van het schip	
IMO-identificatienummer van de ingeschreven eigenaar	
IMO-identificatienummer van de maatschappij	
Bouwdatum	

ER WORDT BEVESTIGD:

dat het schip werd gerecycled overeenkomstig het recyclingplan van het schip in het kader van het Internationaal Verdrag van Hongkong voor het veilig en milieuvriendelijk recyclen van schepen, 2009 (hierna “het Verdrag” genoemd) te

.....  
*(Naam en ligging van de gemachtigd installatie voor scheepsrecycling)*

en dat de recycling van het schip, zoals voorgeschreven door het Verdrag, werd voltooid op

..... (dd/mm/jjjj)  
*(Datum van voltooiing)*

Uitgereikt te

.....  
*(Plaats van uitreiking van het bericht van voltooiing)*



Op ..... (dd/mm/jjj)  
(Datum van uitreiking)

.....  
(Handtekening van de eigenaar  
van de installatie voor scheepsrecycling of  
van een vertegenwoordiger die in zijn  
naam handelt)

\_\_\_\_\_